

la Falc

PUBLICACIÓ MENSUAL DE L'ESQUERRA CATALANA dels TREBALLADORS (ECT)

REDACCIÓ ADMINISTRACIÓ, 10 CARRER FOY, 66000 PERPINYÀ

Nº 14 3F

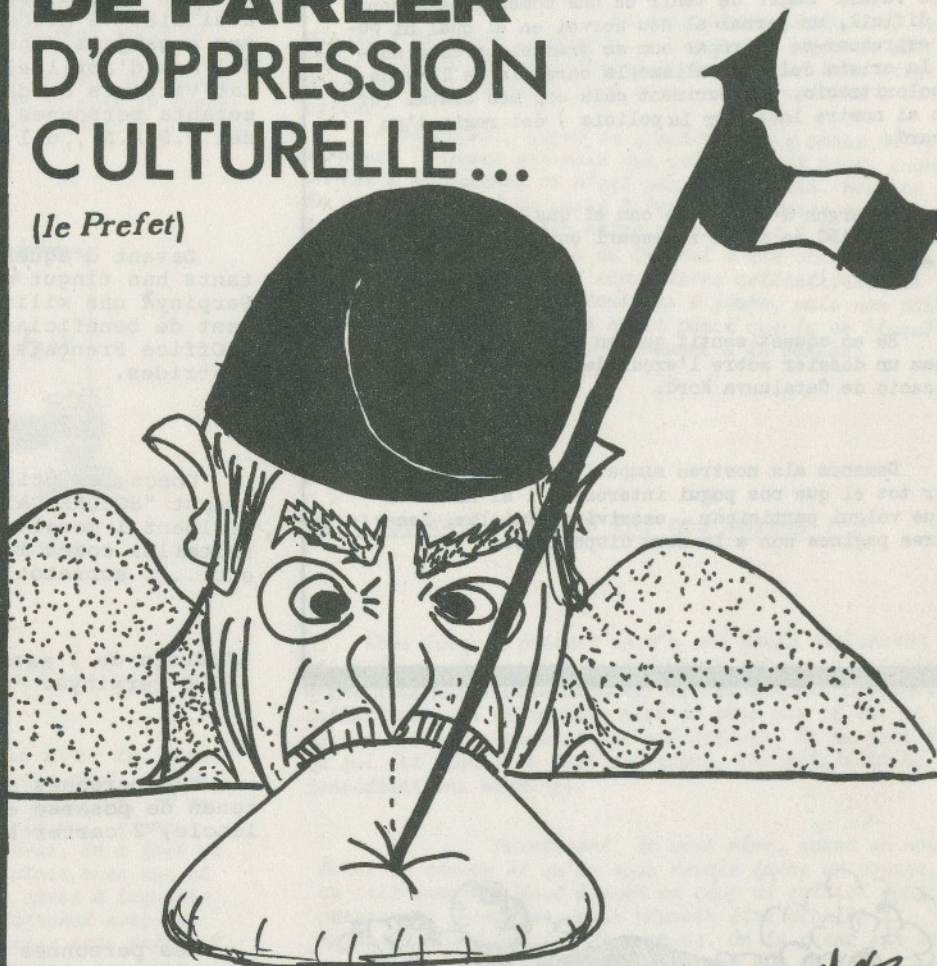
"Amb nova falç comencem a segar
el blat madur i amb ell les males herbes"
(Salvador ESPRIU)

SUMARI

| | |
|---|----|
| Editorial | 2 |
| El Socors Català | 2 |
| La vaga oan Mateu i Mateu Mateu | 3 |
| Les activités industriel- les en Catalogne-Nord | 5 |
| La triste élocuence des chiffres | 7 |
| Prenons en main notre industrialisation | 8 |
| L'école ou l'antichambre de l'exil | 9 |
| No al turisme colonial II | |
| Els carrers públics | 12 |
| Un profond sentiment de dégoût | 13 |
| Créació de E.B.P.C. i malgrat l'oposició del prefet | 16 |
| Exploitation du personnel interinaire | 18 |
| A propos del tren grog | 19 |
| Per que m'en torni al pais | 23 |
| Especial St.Joan i Barres | 25 |
| Sant Cebria... 30 anys despres | 21 |
| Les explosions du Pertgus: un pretexte pour la DST | 22 |
| Defensa del Rossello Català | 24 |
| Terra Nostra | 24 |
| Marti, un chateur engagé, un vrai | 24 |

...IL EST INADMISSIBLE DE PARLER D'OPPRESSION CULTURELLE...

(le Prefet)



... J'estime par contre qu'il est inadmissible de parler
d'oppression culturelle et de discrimination linguistique
dans un pays de liberté et de démocratie et je n'accepte
pas ce terme dénué de tout sens commun dans le cas d'espèce ...

(voir lettre du Prefet des P.O. p.16 , 17)

EDITORIAL

Companyes, Amics,

Al llegir aquest número trapareu segurament uns canvis, tan en la presentació com en la nova orientació.

Efectivament, malgrat les condicions un xic difícils en les quals l'hem preparat, hi trobareu no solament l'organ d'expressió de l'E.C.T. però so-

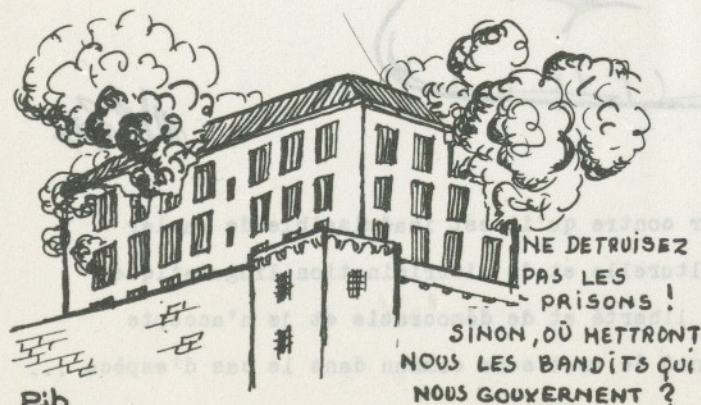
bretot un periòdic d'informació de recerques i de contactes.

Hem pensat que ja era hora que el poble treballador Català hagi de tenir en uns moments cada cop més difícil, un jornal al seu servei en el qual hi puguí expressar-se i trapar com se tradueix a casa nostra la crisi del capitalisme, la carestia de la vida, la colonització, l'enduriment cada cop més brutal (cf atac al nostre local per la policia) del règim d'en Giscard.

Un organ d'expressió com el que pretenem que sigui LA FALC és doncs necessari en un combat revolucionari.

Es en aquest sentit que en aquest número presentem un dossier sobre l'exodi dels joves, la turisticació de Catalunya Nord.

Demanem als nostres simpatitzants de nos fer saber tot el que nos puguí interessar i si hi ha algu que vulgui participar, escrivint articles, les nostres pàgines son a la seva disposició.



SOCORS CATALÀ

(associació llei de 1901, declarada el 28/9/72)

El "Socors català" es una associació declarada, llei de 1901, que té com objectiu ajudar els nostres compatriotes víctimes de la repressió per llur engatjament militants dins la lluita a favor dels nostres drets nacionals com es esmentat dins l'article 1 dels estatuts.

Article 1 : Amb el títol "SOCORS CATALÀ" es constitueix una associació que té com a objectiu l'ajuda material i moral a tots els que son reprimits per fets polítics a favor dels drets nacionals dels països catalans.

Heu tingut notícia de la dura repressió que, avui dia, a Barcelona, cau sobre els patriotes mes engatjats dins d'aquella lluita. Tot el llarg del mes d'abril els militants sud-catalans han estat víctimes de detencions, tortures etc... més de setanta persones han estat arrestades, membres del P.S.A.N., del F.N.C., del G.I.C., de l'O.L.L.A

Davant d'aquesta repressió uns quants militants han tingut d'exiliar-se. Així és que avui a Perpinyà uns militants sud-catalans estan demanant de beneficiar-se de l'estatut de refugiat de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides.

Doncs, es útil d'organitzar ara a Perpinyà, aquest "SOCORS CATALÀ" per a mor d'ajudar materialment i moralment els joves refugiats : els hi falten les coses més essencials (llits, mantes, etc...), sobretot llocs de treball.

L'adreça de l'associació es "2 carrer Sant Mateu" 66000 Perpinyà.

Les persones que els hi puguin procurar treball tenen de posarse en contacte amb la farmàcia De-loncle, 2 carrer Llucià, Perpinyà.

Les personnes que puguin fer donatius en espècies, tenen de dirigir-se al Sr Figueres, 2 carrer Sant Mateu, Perpinyà que té la llista dels que tenen menester

Les personnes que puguin fer donatius per xec es poden dirigir a la Sra De Descatllar Margari-da (tresorera). compte bancari :

LA GREVE CHEZ MATEU

i MATEU

(juin 74)

10ème JOUR DE GREVE, UN TRAVAILLEUR PARLE...

" A l'origine il y avaient 11 gars qui travaillaient d'une façon normale et qui faisaient leur travail plutôt mieux qu'ailleurs. Alors il y a eu le renvoi arbitraire d'un camarade, renvoi qui n'était pas justifié : on lui a demandé de décharger un semi et il a discuté avec la patronne parce que ce n'est pas son boulot ... mais il l'a fait. Notre travail c'est de conduire un camion et non pas de le décharger. Notre boulot à la rigueur, à la douane, c'est de placer l'atelage pour le transbordement dans la semi espagnole, et à eux de se débrouiller pour les faire transvaser. Le mouvement s'est déclenché à partir de là et il s'est vite étendu parce que chez nous le téléphone arabe marche bien; on s'est retrouvé tous à Perpignan, tous d'accord pour faire la grève.

On demandait, nous, 48 heures de repos à la maison, à la fin de chaque voyage, et un voyage ça dure en moyenne 10, 12, 15 jours et davantage, suivant l'endroit où on va.



DU PATRONAT DE CHOC A LA FLICAILLE...

... On a eu une première entrevue avec la Direction qui n'a rien donné, mais pas de notre part, en partie à cause du refus de dialogue de la direction, et en partie à cause de l'Inspecteur du Travail qui, comme chacun sait, n'est pas de notre côté. Nous, on a fait ce qu'on a pu. Depuis on n'a eu aucun contact avec eux et on n'a pas pu les renouveler. La seule chose à laquelle on a eu droit, ça a été la visite du Patronat avec les flics, du patronat avec huissier, huissier sans patronat, ce sont les seuls interlocuteurs qu'on a eu qui nous apportaient des papiers. Puis ils nous ont fait passer au tribunal pour occupation des locaux, avec des assertions qui sont fausses sur leurs déclarations ainsi que dans les lettres de licenciements: l'abandon des véhicules, dégradation des locaux : nous occupons ici un local qui était vide, suprêmement dégueulasse - tu peux constater par toi-même que c'est balayé (trois fois par jour)... on n'a rien dégradé. On n'a rien abîmé. On reste ici, on occupe les locaux en tant que grévistes. On se sent dans notre droit: on est épaulé maintenant par pas mal de gens qui commencent à prendre conscience de ce qui se passe: les Courriers Catalans, l'Hopital ...

10 HEURES DE PRESENCE EFFECTIVES...

... En principe on s'en va le Dimanche soir après 10 heures, et si on a la chance d'être rentré le Samedi suivant, on a été disponible pendant 6 jours, 20 heures par jour, c'est à dire que dans la semaine on a fait 120 heures de présence effective... parce que si l'on ne considère que les heures de volant, quand tu attends 3 heures chez un client pour déballer... quand tu attends en douane, 8 jours parfois... quand tu attends pour tes papiers ... même chez Mateu (quand tu as fini de charger le mat à 8 heures 1/2 et qu'on te donne tes papiers à 13 H...), eux ils considèrent peut-être que ce sont les vacances, pour nous non. On est au travail. On attend. Et ça, c'est pour tout le monde pareil.

La direction a voulu nous mener, disons à la façon espagnole... c'est une façon de parler, parce que eux ils considèrent comme ils ont leur siège à Barcelone que le repos pour nous, il est valable à Barcelone.

A Barcelone, quand on y arrive, on y passe 3 1/5, 1 semaine, 17 jours par mois des fois... Mais nous, quand on est à Barcelone, on n'est pas en vacances. Nous on est en vacances quand on passe à Perpignan, parce qu'on habite tous à Perpignan.. donc notre repos c'est à Perpignan.

... et l'inspecteur du travail a été obligé de dire aux patrons, qu'avec les conventions collectives, ils nous devaient 36 heures tous les 6 jours, mais non pas 36 heures à passer sur la route parce que tu es bloqué un dimanche à Dunkerque, ... 36 heures à la maison.

ON N'EST TOUT DE MEME PAS DES CHIENS ! .

... Nous jusqu'à présent on n'a pas voulu déclencher de révolution... On a simplement demandé, et c'est l'article premier de nos revendications; le respect des conventions collectives. On ne demande rien de plus que ce qui ne soit acquis dans les conventions collectives: le respect de ce qui est acquis en tant que repos, travail, salaire et considérations humaines.

Maintenant, de nous même, quand on nous donne un camion et qu'on nous envoie faire un voyage, on sait quand il faut donner un coup de collier pour passer une frontière, pour pouvoir être débarrassé et rechargé avant une fin de semaine. On le prend sur nous ... On le fait autant pour le patron que pour nous.

Mais, ce qu'on demande c'est, à l'arrivée ici, que lui essaye de comprendre que si on a fait un effort pour lui décharger et charger son camion et rentrer ici, il faut que lui il comprenne que, quand on arrive ici, on a envie de passer quelques heures en famille... parce que pratiquement tout le monde est marié, tout le monde a des enfants, et même ceux qui sont célibataires, ils ont une vie affective qui vaut celle d'un type marié...

et on y a droit, on n'est pas des chiens..

Interview recueilli le 8 Juin 1974.



Après un mois de grève, les négociations engagées les 24, 25 et 28 Juin entre la direction et le syndicat CGT des chauffeurs ont permis un accord dont le contenu a été ratifié difficilement par les grévistes.

Cet accord a permis la satisfaction d'un certain nombre de revendications qui nous le rappelons portaient sur l'application des conventions collectives, le respect du congé conventionnel, la réintégration des 12 chauffeurs licenciés, l'amélioration des conditions générales de travail et des salaires, la garantie de la sécurité de l'emploi, l'élaboration d'un règlement intérieur.

En fait il semble que les accords soient mal acceptés par la direction :

- le ré-embauchage est pour une durée provisoire de 6 mois.
- un chauffeur a subi 8 jours de mise à pied, un autre 15.

DISTRAN-EXPOSITO est un prête nom pour l'entreprise capitaliste de l'Etat espagnol, MATEU Y MATEU dont le siège est à Barcelone. MATEU W est financé d'une part par l'Etat espagnol, d'autre part par des capitaux américains (AGRUPACION DE TRANSPORTES).

Est-ce pour donner du travail aux ouvriers nord-catalans que MATEU Y MATEU s'installe à Perpignan ?

NON. C'est pour ne pas s'acquitter des taxes aux frontières des pays du Marché Commun, que doivent les entreprises espagnoles. En effet, l'entreprise "française" DISTRAN EXPOSITO a son siège social à Perpignan et ses véhicules sont immatriculés dans les Pyr-Orl., alors que tous ses papiers et documents (carnet d'entretien,

feuilles de frais et de voyage) sont en espagnol !

DISTRAN n'est donc qu'une fiction juridique qui permet aux capitalistes espagnols et américains de s'immiscer dans le marché européen.

FACE A CE PATRONAT DE CHOC, LES TRAVAILLEURS NORD CATALANS N'ONT PU IMPOSER LA TOTALITE DE LEURS JUSTES REVENDICATIONS.

CETTE GREVE A VALEUR D'EXEMPLE EN CATALOGNE-NORD.

Parce qu'elle pose le problème des relations des ouvriers de l'Etat français qui ont arraché des conventions collectives, avec un Patronat de l'Etat Espagnol habitué à traiter scandaleusement ses employés.

Parce que dans une profession où domine l'individualisme, la solidarité des 12 a été un facteur déterminant pour la satisfaction de leur revendications.

Parce que dans un pays où il y a peu de traditions de lutte contre les mauvaises conditions de travail (chantage au chômage), elle ouvre la voie à de nouveaux combats.

Parce que dans un pays d'où les travailleurs sont expulsés, les 12 ont clairement manifesté leur volonté "de vivre au pays".

Parce qu'elle apporte la preuve des limites de l'industrialisation par les capitaux Barcelonnais.

CETTE GREVE A VALEUR D'EXEMPLE EN CATALOGNE SUD.

Parce qu'elle montre aux routiers sud catalans qu'il est possible de faire reculer le patronat d'une entreprise capitaliste.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

Les routiers de DISTRAN sont presque tous originaires de Catalogne Nord et habitent Perpignan et sa région. Ils veulent rester et travailler au pays "bien que dans d'autres départements on pourrait trouver du travail et dans des conditions autres."

Ils se connaissent depuis longtemps et s'entendent très bien : pour éviter la concurrence et le mauvais esprit entre eux, ils ont refusé la prime au KM, en demandant son incorporation dans le salaire quelques soient les voyages de chacun. Des gars sérieux.

Les conditions de travail dans la profession.

Les routiers ne sont pas considérés comme un corps de métier " ce sont des touristes à longue distance". C'est une profession où l'individualisme est roi. Comme ils sont payés au KM ou en primes de voyage, ils font le plus de voyages possibles par mois pour gagner le plus de fric possible et se faire bien voir du patron. Ce système accentue les mauvaises relations entre chauffeurs: leur division fait la force du patronat au mépris des règles de sécurité les plus élémentaires " excès de vitesse, manque de sommeil, fatigue physique, imprudences).

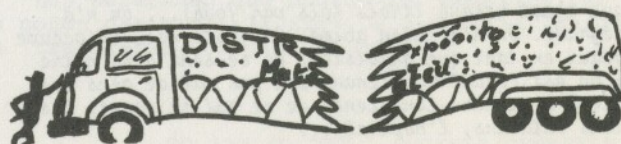
Les conditions de travail chez Distran Exposito.

Elles sont un peu différentes étant donné les bonnes relations personnelles entre chauffeurs. Cependant elles restent très dures : Les chauffeurs sont seuls dans les camions, ils sont appelés n'importe quand par la direction. Ils ne peuvent avoir aucune vie familiale à Perpignan où ils résident parce que :

L'employeur ayant son siège à Barcelone considère que les chauffeurs prennent leur repos quand ils sont dans cette ville et non à Perpignan.

La douane française impose un délai de 66 heures pour effectuer les 1300 Kms qui séparent Le Perthus de Dunkerque. S'ils veulent voir leur famille ils sont obligés de prendre du temps sur ces 66 heures, et de se rattraper par la suite LA SECURITE, LA VIE DES CHAUFFEURS ne compte pas

PAS BEAUCOUP CHEZ DISTRAN EXPOSITO !



DOSSIER ~

VOLEM VIURE AL PAIS

LES PROBLEMES DE CEUX QUI ONT DECIDE DE SE BATTRE POUR RESTER AU PAYS ONT ETE PLUSIEURS FOIS ABORDES DANS LA FALÇ (NE SERAIS-CE QU'INCIDEMMENT)

NOUS AVONS PENSES QU'IL ETAIT INDISPENSABLE DE RAMASSER DES MATERIAUX JUSQU'ICI EPARS AFIN DE MONTER LES MECANISMES DE REPORTATION ET PAR VOIE DE CONSEQUENCE DE PROPOSER DES AXES DE LUTTES AUX JEUNES TRAVAILLEURS NORD-CATALANS.

CEPENDANT, CEUX QUI S'ATTENDENT A TROUVER ICI UNE ETUDE STRUCTUREE DE LA QUESTION SERONT DECUS. NOS COLLABORATEURS ONT TRAVAILLE SEULS SUR LES THEMES REPARTIS. NOUS AVONS DELIBEREMENT SACRIFIE L'UNITE DE TON AU BOUILLONNEMENT DES IDEES (AVEC LA PART DE SUBJECTIVITE QUE CELA SUPPOSE).

QUOIQUE REVELATEUR D'UNE NOUVELLE SENSIBILITE ROUSSILLONNAISE, CE DOSSIER RESTE NECESSAIREMENT INCOMPLET. IL APPELE DE NOUVEAUX TEMOIGNAGES DE NOUVELLES PROPOSITIONS.

SANS OUBLIER VOS CRITIQUES...

LA FALÇ

l'activité industrielle dans l'economie n = c

Une recherche du Centre d'Etudes de l'Emploi (1) permet une première approche de la question (v. tableau).

Sont exclus de ce travail :

d'une part, la branche "bâtiments - travaux publics"
d'autre part, faute de données suffisantes les branches :

- pétroles, carburants
- extraction de minerais divers et des matériaux de construction
- caoutchouc et amiante, tabacs et allumettes
- industries polygraphiques

De ce bilan de l'évolution salariale entre 1965 et 1972 se dégagent plusieurs observations

1°) La Catalogne Nord dans la région Languedoc-Roussillon :

Il convient tout d'abord de remarquer à quel point l'ensemble de la région est défavorisé au niveau de l'industrialisation.

Il ne faut pas de ce point de vue se laisser tromper par des pourcentages flatteurs lorsqu'ils sont établis par rapport à la population industrielle locale d'origine puisque celle-ci est particulièrement peu nombreuse. Dans le rapport "Industrie et régions" (2) qui se veut le bilan de 10 ans d'aménagement, on constate :

-1- que le montant des primes accordées (1969-71) à la région est parmi le plus faible de l'hexagone

-2- que le nombre d'emplois industriels aidés est également parmi les plus faibles (1969-71).

-3- que le Languedoc occupe la dernière place en ce qui concerne la décentralisation entre 1954 et 1971 (3595 sur 730000 !)

-4- que les surfaces industrielles autorisées pour les établissements de plus de 500 m² sont en 1960 en Languedoc les plus faibles de l'hexagone et qu'en 1969, le Languedoc occupe l'avant dernière place !

-5- que le nombre d'emplois industriels émis entre 1954 et 1968 est le plus faible de France (à part le Nord en régression) et correspond très exactement aux emplois aidés !



sus qui renforce inexorablement la situation de dépendance de notre peuple.

2°) Les caractéristiques de l'industrie en Catalogne Nord

La dramatique sous-industrialisation du Roussillon est largement connue ; il est toutefois important de souligner à la lumière de ces chiffres que contrairement aux déclarations optimistes des notables et du pouvoir cette situation s'aggrave en particulier dans les branches apparemment les plus fortes telles que les industries agro-alimentaires qui représentent à elles seules plus du 1/3

des emplois salariés industriels.

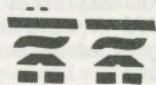
L'aménagement de la côte apparaît de plus comme n'ayant aucun effet d'entraînement sur les branches concernées : la production de matériaux de construction et le secteur bois ameublement. Ainsi, non seulement on exporte à l'extérieur nos matières premières pour les transformer, mais lorsque l'on construit chez nous c'est avec des matériaux importés !

On mesure encore une fois le mensonge des aménageurs qui prétendent relancer l'économie locale par les grands travaux.

En fait, au-delà de sa faiblesse, l'industrie en Catalogne Nord présente deux aspects :

- Soit du maintien stagnant d'activités traditionnelles nécessaires à la survie minimum de tout groupe humain
- Soit d'activités permettant la toute première transformation de matières brutes (minérales ou agricoles) afin de les rendre exportables.

Dans la conjoncture actuelle de crise, il s'agit de secteurs tous deux extrêmement vulnérables, d'autant plus vulnérables qu'ils sont confrontés avec un vieillissement de la population active du à l'exode des jeunes.



3°) L'industrie dans l'économie Nord Catalane :

Faibles, en régression, les activités industrielles nord catalane jouent pourtant un rôle déterminant dans l'économie de notre pays ; économie caractérisée par la place de l'agriculture et des services.

En effet, si on bouleverse le classement habituel en secteurs primaires secondaires et tertiaires, on peut constater trois grands groupes d'activités économiques en Catalogne Nord. Les activités déprédatrices, les activités de survie et les activités productrices.

a) Les activités déprédatrices regroupent l'extraction du minerai pour l'exportation, le bâtiment au service de la spéculation foncière, le tourisme, activités qui toutes ont pour effet une destruction du potentiel naturel et humain du pays.

b) Les activités de services ou "domestiques" sont toutes celles qui concourent à l'entretien de la population locale depuis la production agricole consommée sur place, jusqu'au petit commerce en passant par la construction pour les catalans eux-mêmes.

c) Les activités productrices se limitent à la production agricole, à la pêche destinées aux marchés extérieurs et aux activités annexes (industries agro-alimentaires).

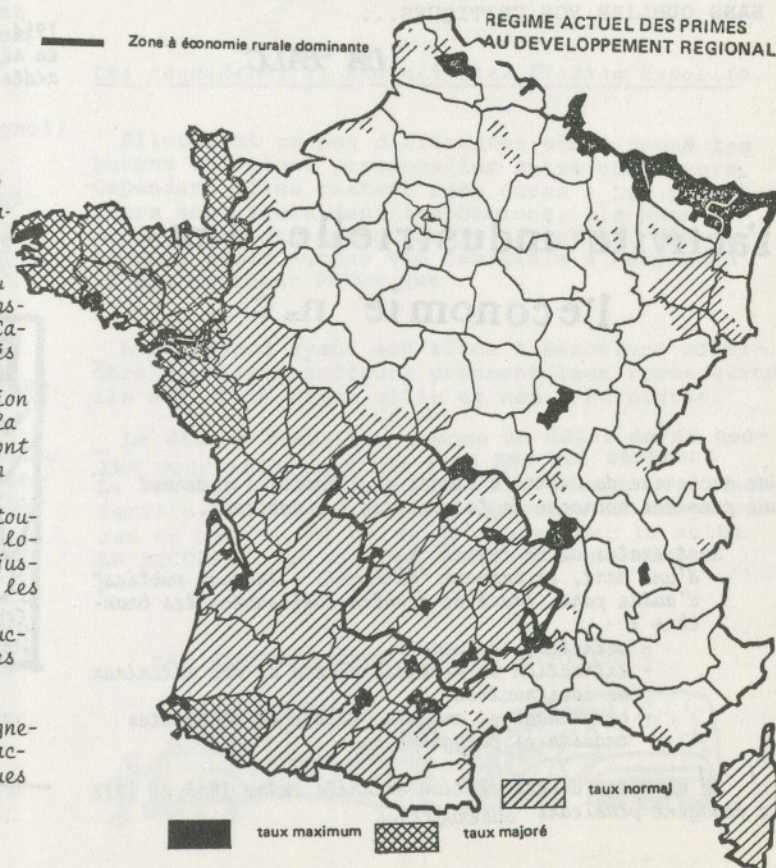
Or, nous nous trouvons à l'heure actuelle en Catalogne Nord devant la conjoncture suivante : développement des activités déprédatrices, stagnation des activités domestiques et crise des activités productrices.

et, pour les programmes ne dépassant pas 10 millions, dans les agglomérations frontalières (Cherbourg, Brest, Lorient, etc...) ainsi que dans les zones frontalières sus-mentionnées. Pour les programmes plus importants, l'Administration s'arroge la possibilité de faire varier les taux, en fonction de l'intérêt des programmes et de leur localisation. Cette faculté de modulation n'est pas entièrement nouvelle puisque la précédente réglementation la prévoyait pour les programmes de plus de 10 millions. Mais le Gouvernement entend qu'il en soit fait, désormais, un usage beaucoup moins exceptionnel, et que cela serve en particulier à relever au-delà des taux de base de 12 ou 15 % les primes permettant d'encourager la localisation de programmes intéressants dans certaines villes moyennes. Cette préoccupation rejoint l'idée de miser davantage que par le passé sur le développement économique des villes de moyenne importance considérées comme particulièrement aptes à recevoir à la fois des activités nouvelles et la population migrante des environs.

Un décret du 11 avril 1972 a codifié le nouveau régime des primes de développement régional. Il a été complété par la décision de déconcentrer au niveau régional la procédure d'instruction des demandes et d'attribution des primes concernant les programmes ne dépassant pas 5 millions d'investissement. Cette mesure concerne environ les 3/4 des dossiers déposés et 20 % environ du montant des aides accordées.

• Les prêts directs du F.D.E.S.

La possibilité pour l'Etat d'accorder lui-même des prêts aux entreprises ayant à mettre en œuvre des programmes de conversion ou de décentralisation a été prévue, pour la première fois, par un décret du 14 novembre 1954. Elle a été confirmée par un décret du 30 juin 1955 qui n'a jamais été abrogé. Cependant, le recours à la technique des prêts du Fonds de Développement Economique et Social a beaucoup varié dans le temps. De 1955 à 1958, les prêts de l'Etat ont été presque aussi nombreux que les primes d'équipement. A la différence des primes, ils ont servi non pas à localiser des opérations dans certaines zones mais à rendre financièrement possibles certaines opérations passant pour risquées aux yeux des banquiers : les conversions et les décentralisations. Par la suite, avec la multiplication des moyens de financement procurés par les grands établissements de crédit (Crédit National, Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel) et par les Sociétés de Développement Régional dont le réseau a couvert progressivement l'ensemble du territoire, les prêts directs du F.D.E.S. ont perdu de leur nécessité et se sont raréfiés au point de devenir tout à fait exceptionnels. Vers 1965-1966, on a estimé souhaitable de relancer le courant d'industrialisation en mettant plus libéralement des prêts du F.D.E.S. à la disposition des entreprises réalisant des programmes intéressant le développement régional. Pendant deux années environ on a accueilli un assez grand nombre de demandes que l'on a pu satisfaire au moyen de dotations exceptionnelles du F.D.E.S. Mais,



(suite de la p.6)

C'est à ce niveau d'analyse qu'éclate le drame de l'innexistence d'une industrie productrice catalane et qu'apparaît dans toute son étendue la situation coloniale de la Catalogne Nord.

Région Réserve, le Roussillon l'est par ses matières, par ses espaces pillés.

Région Réserve, le Roussillon l'est aussi par ses hommes.

La crise agricole accuse en effet un mécanisme ancien... l'absence de travail pousse à l'exil, (3) mais aussi favorise l'inactivité féminine. Inactivité statistique qui, en réalité, recouvre un travail continu non rétribué d'entretien de l'élevage de la force de travail masculine. Donc, une production au moindre coût des travailleurs potentiels. Ainsi le processus capitaliste apparaît dans toute sa cohérence : destruction du milieu naturel, maintien des activités nécessaires à une survie au moindre coût, cueillette pour l'exportation de la force de travail qui, en dernière analyse, constitue la ressource principale de la Catalogne Nord aux yeux du capitalisme.

C'est ce processus que nous devons briser pour pouvoir vivre au pays, pour que vive notre pays. Il nous faut donc tout à la fois interdire les activités déprédatrices et développer la production. Pour cela, il y a bien sûr la défense de notre agriculture mais aussi la nécessaire édification d'une industrie.

Or, comment le pouvoir central prend-il en considération la question catalane ?

Les cartes des aides à l'industrialisation et au tertiaire répondent :

En dehors de PERPINYA, la Catalogne Nord est exclue du bénéfice des primes, prêts et autres menus avantages consentis aux industriels.

Plus pour donner l'impression de faire "quelque chose" le commissaire à l'industrialisation de la façade méditerranéenne encourage la Chambre de Commerce et d'Industrie de Perpignan à aller solliciter celle de Barcelone !

Toujours cela de gagné pour le capitalisme français qui a décidé de vendre le pays !

La lecture de ces cartes souligne la volonté délibérée du pouvoir, avec la complicité des notables locaux, de vider l'arrière pays au profit de Perpignan. Ainsi le mécanisme de polarisation, déjà présent au niveau national, sensible au niveau de la "région" "Languedoc-Roussillon", se reproduit-il à l'intérieur même de la Catalogne Nord !

Qui soutiendra encore devant cette évidence que la desertification de l'arrière pays destinée à favoriser la vente de résidences secondaires aux étrangers, n'est pas un projet délibéré ?

IL EST GRAND TEMPS QUE LA CATALOGNE NORD REAGISSE d'autant plus que très cyniquement la DATAR considère qu'elle n'intervient que lorsque un problème entraîne un conflit !

DES LORS LA VOIE A SUIVRE EST CLAIRE :

Nous devons nous mobiliser pour obtenir d'abord des mesures élémentaires, telles que :

1) Dans l'immédiat SEPARATION DU ROUSSILLON DE LA PSEUDO REGION LANGUEDOC ROUSSILLON, qui masque et aggrave notre dépendance économique.

2) OBTENTION D'UN PLAN D'INDUSTRIALISATION D'URGENCE afin de stopper la liquidation de notre économie.

mesures qui ne sont que les prémisses de la prise en main de leur industrialisation par les CATALANS du NORD EUX MEMES.

Notes.

1) Institut National d'Etudes Démographiques. Centre d'Etudes de l'emploi Paris. 217 rue du Faubourg St Honoré Paris 8ème.

2) Industrie et Régions par Pierre Durand Collection Aménagement du Territoire. La Documentation Française. Paris, 1972.

3) Voir à ce propos le film suédois, Les Emigrants, particulièrement éloquent.

Evolution de la Population Active industrielle.
Département des Pyrénées Orientales.

BRANCHES

1/1/65 1/1/66 1/1/67 1/1/68 1/1/69 1/1/70 1/1/71 1/1/72

| | | | | | | | | |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Production des métaux (16 a 38) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 1 ^{ère} transformation des métaux (19 a 20) Métallurgie - Fonderie - grosse chaudronnerie - | 21 | 19 | 23 | 21 | 44 | 42 | 34 | 36 |
| Mécanique générale (22 a 24 + 29) Articles métalliques - Précision Horlogerie et optique | 92 | 74 | 81 | 132 | 132 | 141 | 137 | 165 |
| Construction machines (24 a 25 a 26) C. Navals. Autos. Cycles. Aéronautiques | 362 | 366 | 439 | 457 | 518 | 572 | 541 | 598 |
| Construction électrique (28) et électronique | 36 | 37 | 57 | 60 | 60 | 63 | 66 | 58 |
| Verre - Céramique et (30 a 32) Matériaux de construction | 684 | 600 | 691 | 679 | 788 | 699 | 788 | 745 |
| Industries chimiques (35-36) | 248 | 264 | 263 | 258 | 276 | 245 | 253 | 249 |
| Industries Textiles (47-48) | 514 | 536 | 483 | 451 | 420 | 419 | 321 | 314 |
| Habillement Travail des étoffes (49) | 145 | 129 | 142 | 136 | 139 | 144 | 118 | 136 |
| Cuir et peaux (50 a 52) | 673 | 695 | 718 | 711 | 717 | 753 | 723 | 790 |
| Industries Agricoles et Alimentaires (39 a 46) | 3.325 | 3.408 | 4.236 | 3.818 | 3.465 | 3.367 | 3.250 | 3.287 |
| Industries diverses (56 a 61) | 720 | 958 | 1.119 | 1.504 | 1.140 | 1.288 | 1.229 | 1.269 |
| Bois et Ameublement (53) | 728 | 699 | 734 | 792 | 686 | 724 | 718 | 706 |
| TOTAL - C.N. | 7.548 | 7.785 | 8.986 | 9.019 | 8.325 | 8.457 | 8.178 | 8.353 |
| TOTAL Languedoc-Roussillon | 52.458 | 54.441 | 55.432 | 56.384 | 58.920 | 60.350 | 58.711 | 61.650 |

SOURCE : CENTRE D'ETUDES DE L'EMPLOI - PARIS
"EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIALE INDUSTRIEL EN LANGUEDOC-ROUSSILLON 1965-1972 7

PRENONS EN MAIN NOTRE INDUSTRIALISATION

Rester au pays, revenir au pays, suppose qu'il y ait du travail pour tous. A l'heure actuelle ce n'est pas le cas : il y a plus de 5 000 chômeurs en Catalogne-Nord.

Certes, des emplois, il y en a en Catalogne-Nord, mais ils sont en trop petit nombre et très mal rétribués. Il y a donc un impératif pour stopper l'exode et permettre le retour des exilés : obtenir la création d'emplois.

Le pouvoir en promet : il prétend en créer par le tourisme. Ce sont des emplois saisonniers qui ne résolvent rien. Les quelques créations industrielles sont très insuffisantes par rapport aux besoins.

À l'heure actuelle, ce sont les industries et les services qui sont créateurs d'emplois. Il faut donc à la Catalogne Nord de l'industrie et des services permanents.

Mais l'industrie c'est le capitalisme, donc l'exploitation des travailleurs.

C'est pourquoi l'industrialisation doit être contrôlée par les catalans du Nord. Comment un groupe humain de 280 000 personnes peut-il contrôler son industrialisation face au capitalisme international ?

1°) En obtenant qu'il y ait en Catalogne Nord des investissements créateurs d'emplois.

2°) En décidant nous-mêmes de la localisation de ces emplois pour que soit respecté, y compris à l'intérieur de la Catalogne Nord, le principe : L'industrie doit aller aux hommes et non les hommes à l'industrie.

3°) En évitant la mono-industrialisation ou la seule implantation d'usines de montages est destinée à exploiter la force de travail à bon marché.

4°) En exigeant que les unités de production soient complétées par des unités de service et de formation professionnelle.

5°) En vérifiant que ces emplois ne s'adressent pas uniquement aux jeunes mais permettent réellement de résorber le chômage actuel, d'assurer les mutations d'activités, de permettre le retour des exilés quels que soient leur âge leur compétence professionnelle.

Ces revendications sont compatibles avec le capitalisme, bien qu'elles aillent à l'encontre de son libre jeu.

Ainsi, pour résorber le chômage actuel en Catalogne Nord, il suffirait d'investir immédiatement 125 millions de francs (12,5 milliards d'AF), ce qui, pour donner un ordre de grandeur représente à peine plus du quart du coût de la voie express rive gauche à Paris, une goutte d'eau par rapport à l'immense gaspillage de l'aménagement de la côte.

En fait, un tel investissement d'urgence n'est rien par rapport à tout ce que la Catalogne Nord a apporté en hommes, en matières premières, en production diverses au développement du capitalisme français.

Il s'agit simplement, d'un début de réparation économique du pillage subi par notre pays.

Mais obtenir ces investissements de première urgence ne constitue qu'une étape. Les catalans du nord doivent contrôler l'accumulation du capital en Catalogne Nord :

- en fixant les quelques capitaux qui y sont déjà investis,
- obtenant le réinvestissement sur place des profits des activités locales, agriculture, tourisme,
- en prenant des participations dans tous les investissements étrangers à la Catalogne Nord.

L'argent des catalans doit faire vivre les catalans.

Ce n'est pas pour cela que nous ne contrôlerons pas les patrons barcelonais aussi bien que les autres, tout en utilisant, le cas échéant, leurs orientations catalanistes.

Prendre en main notre industrialisation c'est donc refuser que l'industrie asservisse, déporte les catalans du Nord et c'est imposer que l'industrie se développe au service des catalans.

- DES EMPLOIS AU PAYS
- DES EMPLOIS POUR TOUS
- 125 MILLIONS DE FRANCS TOUT DE SUITE
- FORMATION AU PAYS POUR LE PAYS
- CONTROLE POPULAIRE DE L'INDUSTRIE

LA TRISTE ELOQUENCE DES

CHIFFRES

Voici quelques statistiques concernant les mouvements de la population dans la "région" Languedoc-Roussillon au cours des années 1970, 1971, 1972. Elles sont vraisemblablement établies par l'observatoire régional de l'I.N.S.E.E. à Montpellier et Midi Libre les a publiées à la sauvette (un entrefilet dans son édition de 18/3/1974.)

. ACCROISSEMENT NATUREL (Gains ou perte des naissances sur les décès) : Aude + 128
Gard + 3839
Lozère - 172
Pyr-Orl. + 1211

TOTAL REGION + 12673.

. BALANCE MIGRATOIRE :

Aude : - 4020
Gard : + 950.
Hérault : + 3220
Lozère : - 3530
Pyr. Orl. : - 1300

TOTAL REGION : - 4680

. BILAN. (accroissement naturel + balance migratoire) :

Aude : - 3892
Gard : + 4789
Hérault : + 10887
Lozère : - 3702
Pyr. Orl. : - 89

TOTAL REGION : + 7993.

CE QUE NOUS REDOUTONS TANT EST ARRIVE !

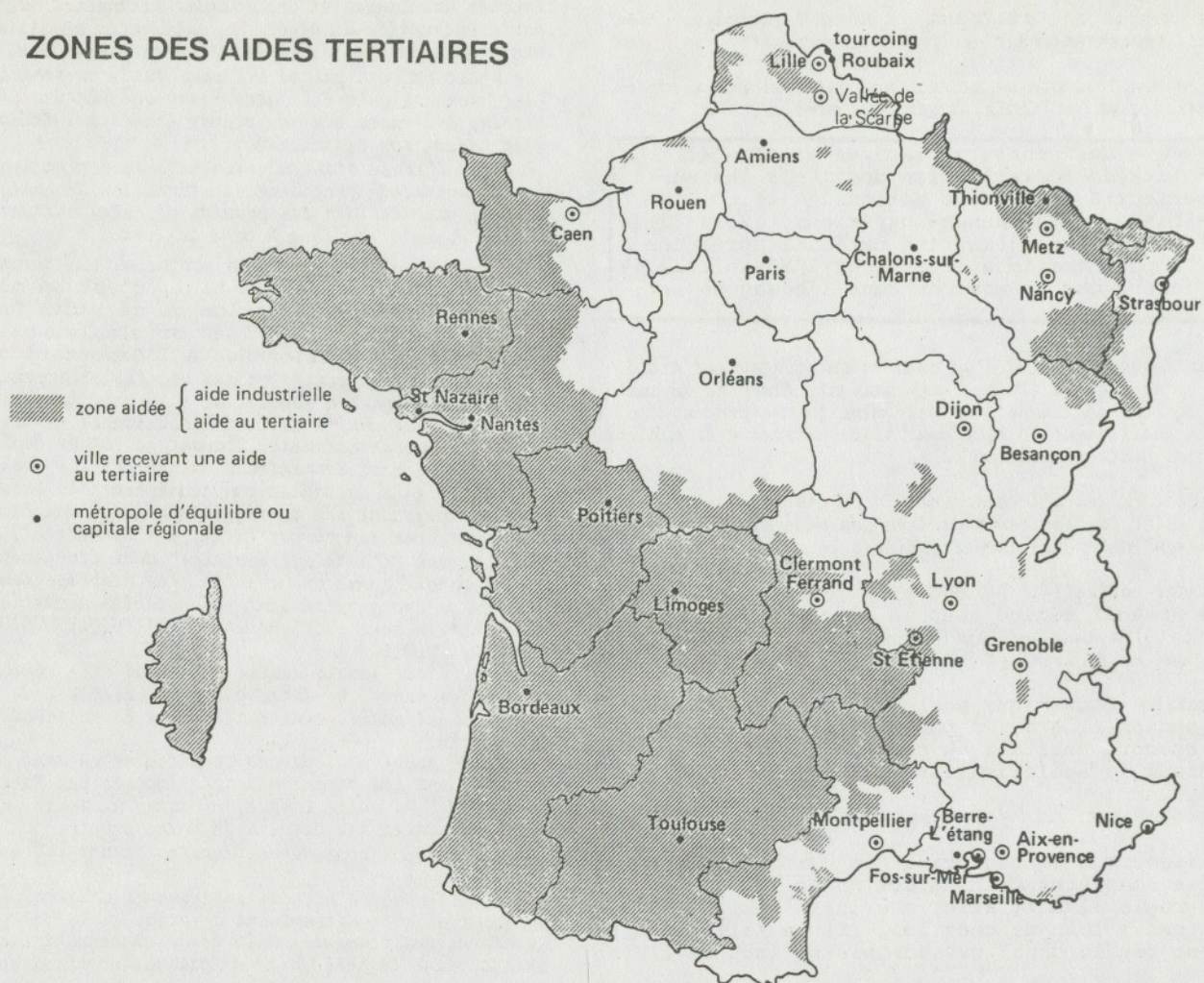
La situation d'ensemble de l'économie nord catalane est si désastreuse qu'elle n'arrive même plus à faire vivre décemment une population pourtant limitée. Jusqu'à présent l'effectif de la population s'élève faiblement. Nous venons de rejoindre l'Aude et la Lozère sur la pente de la désertification.

Sous l'effet des déséquilibres économiques entre l'est et l'ouest du Languedoc-Roussillon, la fiction régionale éclate et montre clairement son sens profond. Le centralisme se perfectionne et avec lui le pillage s'accélère.

N'en déplaise à M. BERNIS qui soulage sa conscience en avouant que nous sommes "Le parent pauvre du parent pauvre". La réalité est moins brillante. Nous voici devenus le colonisé du colonisé.

J.L.V.

ZONES DES AIDES TERTIAIRES



OBERTURA

EN

SETEMBRE



L'ECOLE OU L'ANTICHAMBRE DE L'EXIL :

Tout va mal en Catalogne du Nord ! :Chômage, crise agricole, mécontentement des petits commerçants.

Eh bien non ! Il y a un secteur qui bat tous les records statistiques : l'Ecole. Jugez vous même :

- 80 % des jeunes scolarisés en 6ème (1)
- taux de scolarisation des 17-19 ans supérieur à la moyenne nationale (1).
- Dans l'enseignement supérieur, 12,1% (2) d'inscrits. 3ème rang national après les Alpes Maritimes (12,9%) et l'Hérault (12,4%) alors que la moyenne dans l'hexagone est de 7,5%.

En Catalogne-Nord PLUS d'un catalan sur quatre vit à l'école ou de l'école (La moyenne nationale étant de un sur quatre). Il s'agit donc d'un phénomène qui ne peut nous laisser indifférent lorsque nous réfléchissons à la manière dont nous voulons vivre au pays.

Les spécialistes s'interrogent : d'où provient un tel contraste entre la "sur scolarisation" du Midi et la "sous-scolarisation" des zones industrialisées ?

L'ouvrage collectif "Le Sud et le Nord, dialectique de la France" rédigé sous la direction de Robert Lafont (3) avance une explication : Sont scolarisés les jeunes qui ne trouvent pas d'emplois sur place.

"Le malaise économique partout où il est relativement ancien et grave a poussé les familles sur le seul recours existant au chômage qui menace leurs enfants : la scolarisation prolongée".

Ces jeunes sont scolarisés avant exil :

"Le recours à la scolarisation par conséquent doit se compléter d'un départ de la région, le jeune régional doit aller chercher l'emploi là où il est : loin de chez lui. Il le fait assez souvent par le canal des administrations de l'Etat

Les records de scolarisation prennent ainsi leur vrai sens : il s'agit d'une forme de pillage colonial plus subtil que les autres car il se fait avec l'assentiment apparent de ceux qui en sont victimes, mais tout aussi brutal!!

En fait, il s'agit bel et bien d'une sorte de "traite" mais qui, parcequ'elle concerne de futurs petits fonctionnaires prend des allures de promotion sociale. Pourtant, le jeune catalan devenu gendarme n'a rien à envier à son frère antillais de la Martinique ou de la Guadeloupe formé comme infirmier et employé dans les hôpitaux français comme garçon de salle!

Une question se pose cependant : pourquoi l'Etat Central recrute-t-il ses agents subalternes particulièrement dans les zones coloniales qu'il domine ?

Laissons de côté l'explication satisfaisante des notables ou des universitaires valets. Il ne s'agit en aucune manière des résultats d'une particularité aisance des peuples dominés à assimiler la culture dominante. S'il y a un "génie" catalan ou occitan ce n'est pas dans ses tristes records qu'il est rechercher

L'histoire du processus de francisation de la Catalogne-Nord nous éclaire bien plus sûrement. Chez nous, comme en Occitanie ou en Corse, le pouvoir impérialiste a du occulter notre peuple.

L'Ecole, outil privilégié de l'impérialisme français (soyons-nous toujours des ancêtres gaullois des petits français) a joué un rôle particulier dans la soumission du peuple de Catalogne-Nord à la France éternelle. Les efforts de scolarisation ont donc été tout particulièrement soutenus dans notre pays, au point d'adopter pour les adultes des méthodes basées sur l'utilisation du catalan pour faire assimiler la langue française !

10 Il ne s'agissait pas seulement d'apprendre à lire et à écrire au peuple. Il s'agissait de détruire une culture, d'imposer une langue et une culture étrangères. Cette formidable entreprise de génocide culturel a nécessité des moyens considérables de pénétration en profondeur.

Ce n'est pas par hasard si, plus tard, ce sera le colonialiste forcené qu'a été Jules Ferry qui étendra l'école obligatoire à l'ensemble du peuple français : le système avait déjà prouvé son efficacité !

Puisque l'école était nécessaire à la domination, puisque cette domination entraîne la stagnation économique, pourquoi ne pas utiliser les produits de cette situation ?

Ainsi, comme l'explique Robert Lafont :

"On doit bien dire que si la scolarisation poussée est un trait qui définit le Midi, c'est en même temps un trait d'autodestruction de ce Midi. On n'exporte pas une "matière grise" originale, mais des intelligences conditionnées à l'exportation."

C'est à dire des petits cadres dociles, respectueux de la hiérarchie n'ayant d'espoir de survivre, la terre étant trop rare, que dans l'exil et l'obéissance.

Pour le pouvoir colonial, l'avantage est évident : On enverra le colonisé soumettre d'autres peuples dominés, on enverra le fils du paysan pauvre réprimer la grève des ouvriers, en jouant sur la différence car l'acculturé reste différent, par son comportement, par son accent, des autres.

A ce niveau "l'avantage scolaire" dont bénéficie notre pays apparaît comme une insulte. Les établissements scolaires dont s'enorgueillissent nos notables apparaissent comme ce qu'ils sont : LES HAMEAUX STRATEGIQUES DU GENOCIDE DE NOTRE PEUPLE.

L'Ecole n'est jamais neutre ; partout elle véhicule l'idéologie dominante. En Catalogne Nord, elle est un moyen d'oppression nationale, elle participe à la destruction de notre peuple.

C'est pourquoi nous devons la détruire en tant qu'école coloniale dont les programmes sont imposés par Paris, ou ne sont étudiés ni notre langue, ni notre histoire, ni les techniques adaptées aux besoins de notre peuple.

C'est pourquoi nous devons construire une ECOLE POPULAIRE CATALANE.

Pour atteindre ce but les enseignants catalans en Catalogne Nord ont un rôle déterminant à jouer.

Certains ont commencé à le faire en donnant des cours de catalan dans le secondaire malgré de nombreux obstacles.

L'action exemplaire de cette poignée de pionnier doit se généraliser. Il s'agit là d'une lutte déterminante pour l'avenir de la Catalogne-Nord en raison même du caractère massivement imposé par l'école française.

En Catalogne-Nord les catalans ont le droit de participer à l'intérieur de la France à la vie culturelle, en permettant à nos jeunes de ces zones de reconstruire au maximum leurs libertés légales et leurs programmes : nous devons reconnaître notre réalité. systématiquement

activités
nales de gé

cherche de J.
1971.



NO AL TURISME COLONIAL : ACCULL POPULAR

Ens ho han dit i repetit manta vegada: el nostre país té una vocació turística. Però perquè el Rosselló tindria aquesta vocació més que un altre país? És més bonic, és més ben situat que els altres? Son els catalans més acollidors? No! no creiem en aquesta publicitat que alguns anomenen mentidera però en realitat cinicament orientada.

El turisme en la nostra societat té una funció social ben precisa i per justificar-la li cal una ideologia. Després d'onze mesos de treball, d'exploració, ens donen un mes de vacances, d'esbargiment per "reposar" per tal que puguem reprendre el treball, decontractats i també poder suportar onze mesos més. És veritat el turisme és una forma d'esbargiment que tothom ressent en aquesta societat d'exploració i d'opressió. Però on anar i què fer? I vet aquí que s'orienta tota aquesta massa de treballadors cap a "països salvatges". Seria perillós que fessin qualsevol cosa i anessin a qualsevol lloc!

Durant l'estiu perquè les vacances siguin vacances de debò cal sol, mar (mar caldes de preferència, com ara la Mediterrània). Al hivern és la neu per a l'esport d'hivern per a la gent que es pot pagar aquest luxe.

Mar, sol, neu, és tota una ideologia. Son els cavalls ballers de les vacances de l'home modern. D'altra banda hom assisteix a una estandardització del turisme al nivell al nivell mundial. Tant si és a la costa Vermella com a la Riviera italiana, a la Costa Brava o a Haití, és igual. Les vacances són organitzades de la mateixa manera: la platja, els llocs de petó i natjada, els diferents tipus d'esbarjo --tenis, esquí a sobre l'aigua etc.-- el mateix tipus de relacions humanes. Tota la vida hi és organitzada igual. Adhuc l'hàbitat s'assembla. Un hotel o una casa. L'arquitectura del Barcarès retira extranyament a la de Haití o de Rio de Janeiro o d'Acapulco. És clar cal una mica de color local: el folklore, en particular els particularismes locals. Un polset de sardana aquí, un polset de berretines allà, és el tipisme que ens caracteritza i que ens distingeix dels mexicans o dels antillesos. Quant a la resta fem tot plegats el mateix paper. S'assisteix doncs a una depersonalització del nostre poble i de la nostra cultura. D'altra banda, el turista, tot sovint vilaret, el super-home de la societat moderna, va a casa nostra amb un complex de superioritat del mateix estil que el que tindriem visitant una tribu d'Àfrica negra.

Pel turista, que representa aquestes falses vacances?

El capitalisme aprofita també les vacances per fer consumir per tornar de pendre als turistes els sous que els ha donats. És el que s'en diu les "vacances pagades" (congruents) és a dir esmerçades. El tipus de relació entre nosaltres i el turista és una relació de mena comercial sobretot, cap relació realment humana.

L'autocton es diu: "Nos venen a emmerdar els fotarem lo que podem" i provem al nostre torn d'explotar el turista fent pagar una capsa de sardes 50 centimes més cars.

Quin benefici?! A la fi de l'estiu tanmateix el benefici serà prou primet. Això crea relacions falses entre nosaltres i els turistes. Relacions egoistes i purament interessades. Però ens ensenyen a ésser ben educats amb el turista, son els nostres salvadors, na cal descuidar-ho. Si no tornen, passarem fam! I sobretot no escolteu aquests passatistes que repotegen contra el turisme. Cal acollir los bé, amb el somriure perquè l'any que ve tornin, es força important.

I tanmateix quan els joves catalans malgrat el turisme son obligats a exilir-se a París per treballar. Com son acollits! Avans que trobin feina estable els cal alguns mesos durant aquest temps son malament allotjats.

Cap acolliment per ells i tanmateix llur participació a la vida econòmica de l'Estat francès és important car son obrers. Son ellos que que distribueixen el correu a París, son ells que fan marxar les màquines a les fàbriques, son ells que treballen la funció pública, son ells també que quan son policia tusten a sobre catalans o francesos que manifesten pel carrer. Denunciar aquest turisme colonial no vol dir "fotre un cop de peu al cul dels turistes, els tractar de malparits" No, existeix una altra forma de turisme que anomenen l'acull popular.

Com el veiem? Hi ha primer dos punts importants: la presa en mà pel poble d'aquest acolliment popular, d'altra banda passar a fora dels circuits capitalistes d'organització del turisme.

Amb l'acolliment popular s'ha de recercar una integració del turisme en el nostre poble, fent-lo participar activament durant el temps de les vacances a la vida del nostre poble. L'experiència dels albergs rurals és interessant des d'aquest punt de vista. Si per exemple, el treballador parisenc, acollit pel poble, participa en la reconstrucció d'una església romànica enderrocada o en l'organització de vetllades-discussió sobre els nostres problemes i els llurs. Fer-los conèixer la nostra llengua i la nostra cultura, el nostre país, les relacions entre ells i nosaltres serien ben diferents i força més interessants i ens aportarien altra cosa, que no pas el que ens aporta ara.

Bescanvis es podrien produir i els catalans serien rebuts de la mateixa manera en un altre país. Però per realitzar tals projectes cal que la iniciativa vingui de nosaltres, de tot el poble. Caldria que el municipi passés contractes amb els comitats de fàbrica o els sindicats i amb d'altres pobles o ciutats. S'ocuparia de rebre'ls, d'allotjar-los i d'evitar així que les grans companyies immobiliàries i turístiques destruïxin el nostre país, els nostres paisatges i construïxin a qualsevol lloc cases que ens son estranyes. Per això caldria exercir un control popular sobre les terres, sobre qualsevol operació immobiliària i els suposats endegaments turístics.

Totes aquestes tasques son les tasques d'un comitè comunal que en prendria la iniciativa i organitzaria aquest acull popular.

DIGUEM NO AL TURISME COLONIAL.

- posem dempeus comitats comunals per a l'acull popular
- control popular de les operacions immobiliàries i de l'endegament del territori.
- defensem-nos contra aquest turisme de profit.

els CÀRRECS PÚBLICS A

LA SITUACIO ACTUAL I LES SEVES CONTRADICCIONS.

El sector public que reagrupa els funcionaris i el personal assimilat representa avui una part apreciable de l'activitat economica de l'Estat Francès.

Cada dia més nombrosos els joves treballadors catalans constitueixen una important reserva de mà d'obra a bon mercat on la burgesia poua llargament els agents qu li fan menester per al funcionament de la seva administracio.

Es així que els bascos, bretons, corses esdevenen institutors, duaners, emplegats dels PTT com els antillesos, esde- els algerians, els portuguesos esdevenen escombriaires, OS etc...

Tot és perfecte en el millor dels mons : el capital explota cadascú segons les seves qualificacions respectant la sacro-santa jerarquia etnico-social. Davant una tal inflacio d'agents publicis a casa nostra la logica voldria que hi hagués a Catalunya Nord una part important de funcionaris originaris de la regió . Que constatem ? Si l'administració accepta encara d'empregar els catalans del Rosselló , els llocs de direcció són gairebé sempre ocupats per forasters. Existeix una tendència general a allunyar els catalans dels càrrecs publicis.

CATALUNYA NORD

LA POLITICA DE SUBSTITUCIO SISTEMATICA I ELS SEUS MECANISMES.

Aquesta política no data d'avui. De sempre l'Estat Francès ha volgut apartar dels càrrecs publicis els catalans al profit de funcionaris estrangers. Ja en Lluís XIV havia introduït religiosos llenguadocians als nostres convents per tal de controlar millor el país. L'Estat Francès ha sovint topat amb l'existència de les col·lectivitats

La substitució menada progressivament de manera a no pas desvetllar l'atenció dels autòctons. Així, després de la seva nacionalització el cos de policia de Perpinyà empla cada dia mes paris encs. Qui se n'adona ? A la pràctica l'evicció dels catalans no pot ser total. L'Estat francès es forçat de conservar alguns autòctons per tal de mantenir el contacte "més humà" amb la gent del país.

CADA BRIGADA DE GENDARMERIA DISPOSA DONCS DEL SEU "CATALA" QUE CONEIX LA LLENGUA I LA MENTALITAT DE LA GENT DEL SEU PAIS

D'altra banda, l'administració de l'Estat intervé al nivell de les col·lectivitats locals i practica l'arregleplega sistemàtica dels joves conscrits. Existeix a Perpinyà, caserna Joffre, un centre d'instrucció de preparació militar força conegut per les seves "enraonades d'informació".

La brigada de ls pompers de Paris recluta els recensats per mor d'utilitzar-los durant la durada de llur servei militar, "alguns i descobriran una carrera i adhuc a vegades feines interessantes".

En fi no fa gaire que funciona a Perpinyà una antena de "l'agence nationale pour l'emploi" especialitzada en la deportació de la gent catalana sense feina. Joves catalans sense feina què esperes per anarte'n ? Que no coneixes tots els avantatges que et reserva l'Administració ? :

LLEI DEL 23 DE DESEMBRE DEL 72 QUE INSTITUEIX LA CREACIO DE LA PRIMA DE SOLIDARITAT ABROGADA PEL DECRET N° 73 1046 DEL 25 II 73 (article primer)

DECRET N° 73 345 DEL 25 3 73 : PRIMA DE MOBILITAT DELS JOVES, APPLICACIO DE LA LLEI DEL 23 12 72.

DECRET DEL 27 DE MARÇ DE 73 QUE FIXA LA TAXA DE L'AL·LOCACIO DE TRANSFERT I REGULA EL CALCUL DE LA INDEMNITAT PER A LES DESPESES DE DESPLAÇAMENT

CIRCULAR DEL 29 DE MAIG 73 RELATIVA A LA REMUNERACIO MINIMAL MENSUAL

Etc... etc...

ALS CATALANS

UN PROFOND SENTIMENT DE DEGOÛT

M. Claude Cezan, journaliste à l'Indépendant vient de jeter un peu de lumière sur les activités de certaines "œuvres sociales" en Catalogne-Nord. Le 10 mars 1974 a paru dans l'Indépendant-Dimanche sous le titre apparemment anodin de : Un village et des sapeurs-pompiers...

Innocence ou cynisme ? Inconscience ou Provocation ? Quand l'auteur de l'article écrit : "on m'avait promis une belle histoire, je suis venue l'entendre" pourrait-on penser qu'il s'agit de Valmanya, le village martyr au pied du Canigou ? Pour qui connaît un tant soit peu le passé de ce coin de montagne, entendre parler de belle histoire à son propos révèle déjà la désinvolture avec laquelle Cezan traite nos morts.

Valmanya est le symbole de tous nos villages assassinés.

Pendant des siècles une communauté avait vécu là et avait pu se développer en exploitant le minerai de fer abondant dans la région. A la fin du XIXème siècle, des grandes compagnies extérieures au pays (Schneider, Decazeville) réussirent à s'accaparer des filons. Elles les exploitèrent, en retirèrent de gros profits et fermèrent les mines lorsque les filons s'épuisèrent vers 1930. Quand le fruit est croqué, on jette le trognon ; telle est la loi du Capital. On laisse donc crever le village de sa belle mort.

En 1944 des résistants se sont installés aux mines de la Pinousse. Ce maquis est dangereux. Pour l'abattre, un millier de S.S. et de miliciens interviennent dans la région de Valmanya. El Valmanya est détruit, incendié.

Beaucoup plus tard, un de nos poètes, Carles Grando, y consacrera quelques vers émouvants dans leur simplicité.

*"On vas, nina, tot plorant ?
D'on t'enfuges, peu-descalça
Dins la fredor del mati
i amb l'espant arran de galta ?*

*Sembla que has fet molt cami
I que tremoles encara.
Diguís-nos que t'ha passat ?
On son ta mare i ton pare ?"*

*"El pare era amagat
que mala gent el cercava.
Ells, bojos del desengany,
s'han endut la pobra mare...*

*I jo, trista i sola, vaig
Pels camins de la montanya ;
Al meu poble han posat foc
I ja no hi ha més Valmanya*



Les temps ont changé. Au fil des ans, pour certains d'entre eux, les hauts faits d'armes de jadis ne sont devenus que prétextes à gaudissements et à l'édification des générations nouvelles. Avec leurs médailles, leurs drapeaux, leurs bérets, les résistants sont ignoblement utilisés par des ex-pétinistes notoires tels que l'ancien ministre de l'intérieur Raymond Marcellin et notre actuel Président de la République Valéry Giscard d'Estaing.

L'on ne tient plus compte des catalans engagés dans la Résistance et qui ont donné leur vie pour défendre la liberté et abattre le fascisme, même eux ne sont pas épargnés et sont folklorisés. L'on s'en sert pour répandre une idéologie qu'ils ont combattue.

Résistants, résister à nouveau contre les fascistes qui nous gouvernent. Le combat n'est pas fini.

ACABA DE SORTIR

D'EN LLUIS CREIXELL

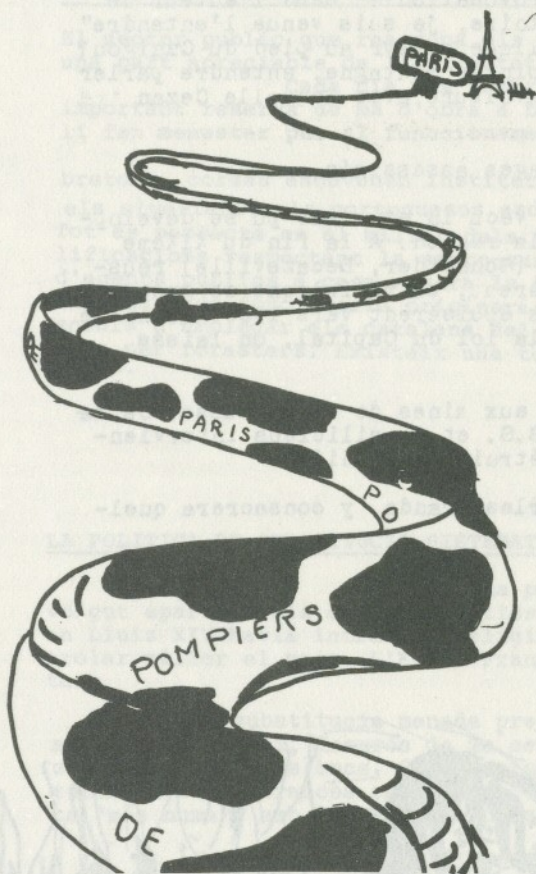
EL DICCIONARI BASIC

FRANCES-CATALA

PREU : 22 F

Ainsi, à Velmanya, la spoliation se fait au nom des fanfares militaires. Vidée de ses habitants, la commune devient le lieu de prédilection des sociétés belges et des oeuvres sociales du corps des sapeurs-pompiers... de Paris. Les manifestations silencieuses, les beaux discours, les roulements de tambours sont ici l'écran de fumée qui masquent l'accaparement du pays.

L'interview du général Gasso est à cet égard révélatrice:



- Général CASSO: (...) en 1960, en comptait 30 habitants à Valmanya.

Claude CEZAN : L'histoire finit mal !

- Général CASSO Pas du tout. Puis qu'en 1965 les oeuvres spéciales des sapeurs-pompiers de Paris achètent un hôtel pour leur colonie de vacances. Puis quelques maisons... une trentaine d'hectares... des terrains de jeux. On y bâtit une maison familiale Velmanya devient à la fois un point d'attache et un centre d'intérêt touristique.

- Claude CEZAN mais à qui doit-on cette restauration, cette resurreccion ?

général CASSO : précisément aux sapeurs-pompiers de Paris qui se sont mis à l'oeuvre dès leur arrivée avec toute l'ardeur dont ils sont capables. Si bien qu'à présent Velmanya n'est plus un village qui a une colonie de vacances; c'est une colonie de vacances qui a un village. (Sic)

- Claude CEZAN : Va-t-on s'en tenir là ?

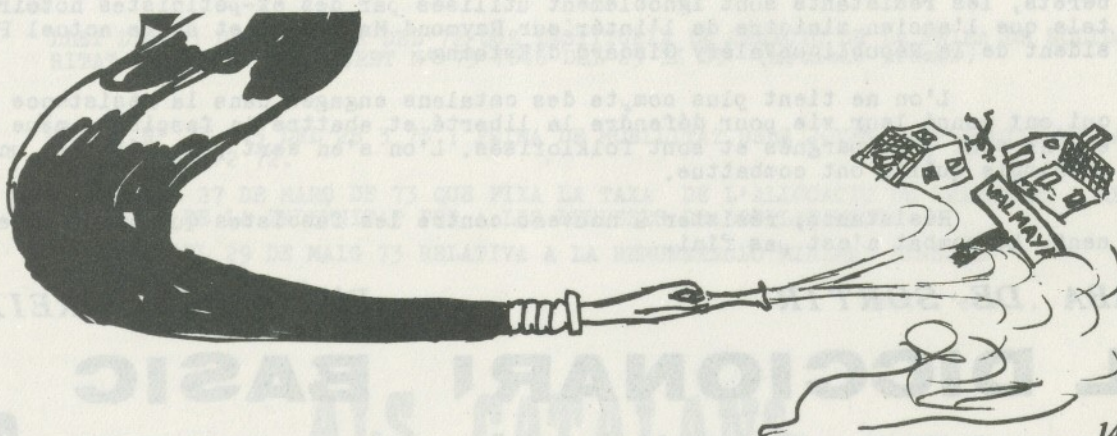
- Général CASSO : J'espère bien que non et je peux vous dire que d'autres projets sont à l'étude.

Pauvre village Velmanya ! Il aura donc connu : la barbarie allemande, la voracité belge, la "mentida" française ? (voilà le capitalisme sous ses multiples visages, cf. Ou socialisme ou barbarie). Les explications que nous ont fournies -sussurées- ces deux intéressants personnages sont claires, nettes, précises.

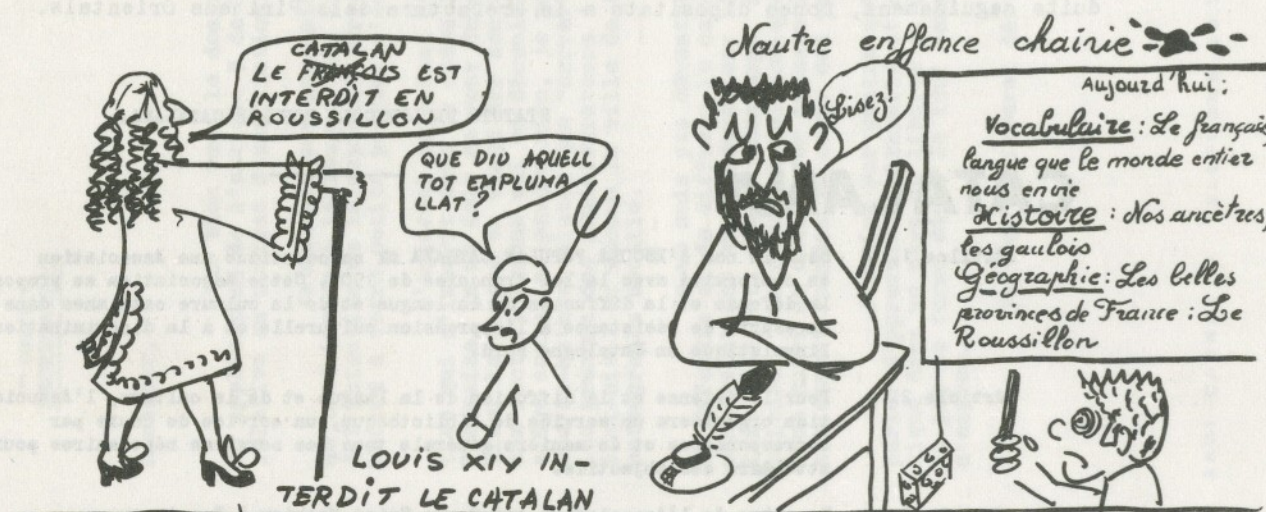
Allez catalans, il faut partir ! Vous voyez bien que l'on a besoin de votre pays.

J'ai la nausée.

Joan-Lluc VILARNAU



IL EST INADMISSIBLE DE PARLER D'OPPRESSION

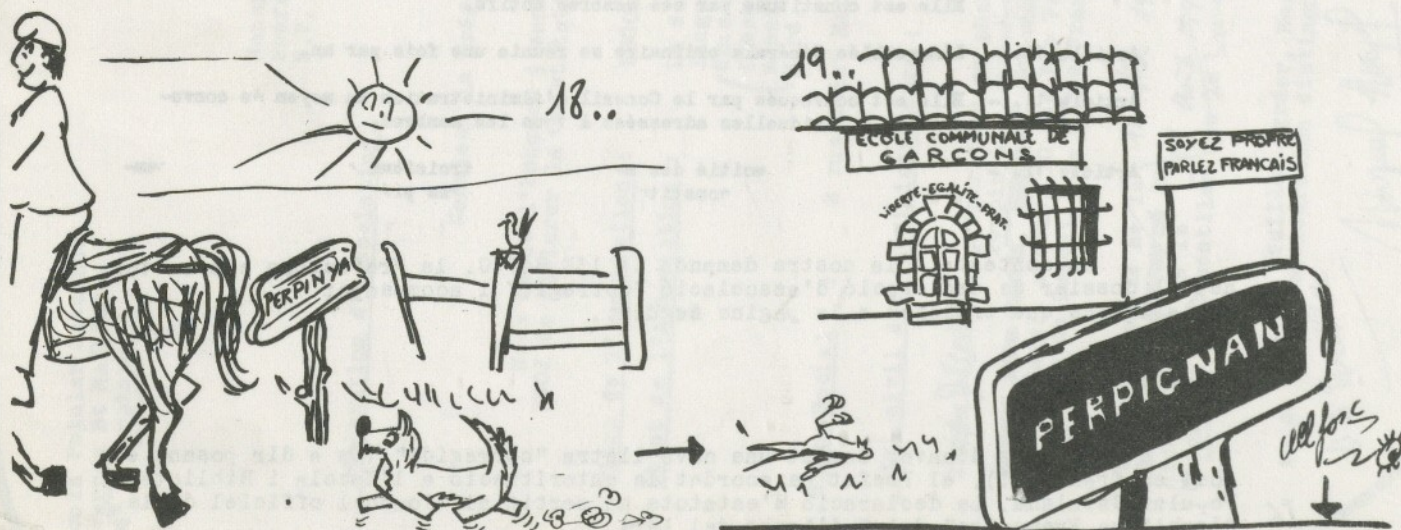


CULTURELLE DANS UN PAYS DE LIBERTÉ ...

PREFET DES PYR- ORLS

21-6-1974 -

(cf lettre p 17)



ESCOLA I BIBLIOTECA POPULAR

Seguit el desig de donar als seus cursos per correspondència un màxim d'eficacitat, l'Escola Popular ha fusionat amb la biblioteca catalana de la Sra de Descatllar. Això fa que és creada l'ESCOLA I LA BIBLIOTECA POPULAR CATALANA. La seu se trapa al Centre Cultural Català al carrer Sant Mateu, 2.

Una reunió constituent se va fer al mes de Maig i els estatuts reproduïts seguidament, foren dipositats a la Prefectura dels Pirineus Orientals.

STATUTS DE L'ESCOLA POPULAR CATALANA.

CATALANA

- Article 1. - Sous le nom d'ESCOLA POPULAR CATALANA se constitue une Association en conformité avec la loi française de 1901. Cette Association se propose la défense et la diffusion de la langue et de la culture catalanes dans un esprit de résistance à l'oppression culturelle et à la discrimination linguistique en Catalogne Nord.
- Article 2. - Pour la défense et la diffusion de la langue et de la culture, l'Association organisera un service de bibliothèque, un service de cours par correspondance et de manière générale tous les services nécessaires pour atteindre ses objectifs.
- Article 3. - Le siège de l'Association est 2 rue Saint Mathieu à Perpignan.
- Article 4. - La langue normative de l'Association est la langue catalane.
- Article 5. - Ont la qualité de membres de l'Association : tous ceux qui paient la cotisation fixée par le Conseil d'Administration et qui militent selon leurs possibilités pour favoriser la réalisation des objectifs de l'Association. Tout candidat à l'adhésion doit être présenté par deux membres actifs.
- Article 6. - Le Conseil d'Administration attribue la qualité de membre honoraire à tous ceux qui ont aidé ou qui aident de manière notable l'Association sans pouvoir participer à ses activités.
- Article 7. - La qualité de membre se perd par décès, par démission ou exclusion.
- Article 8. - L'exclusion est prononcée par le Conseil d'Administration après une procédure qui permette à l'intéressé de se défendre. Jusqu'à la ratification par l'Assemblée Générale la plus proche, cette exclusion est provisoire. L'intéressé peut se justifier devant l'Assemblée Générale.
- Article 9. - L'Assemblée Générale est l'institution souveraine de l'Association. Elle est constituée par ses membres actifs.
- Article 10. - L'Assemblée Générale ordinaire se réunit une fois par an.
- Article 11. - Elle est convoquée par le Conseil d'Administration au moyen de convocations individuelles adressées à tous les membres.
- Article 12. - La moitié des membres constitutifs de l'Assemblée Générale est renouvelée tous les trois ans.

En contesta a la nostra demanda de l'E.B.P.C. la Prefectura ens ha tornat el dossier de declaració d'associació "corregit" i acompanyat de la lletra que trobareu a la pàgina següent.

Després d'haver enviat una nova lletra "corregida" (és a dir posant els noms en francès !), el Prefet ha acordat la autorització a l'Escola i Biblioteca Popular Catalana. La declaració d'estatuts ha sortit al "Journal officiel de la République Française" del 8 d'Agost del 1974.

Perpinyà le 28/5/1974

Escola Popular Catalana
2 carrer St Mathieu
"66" - Perpinyà.

Monsieur le Prefet des P.O.
Préfecture
E.V.

Objet : Déclaration d'Association.

Monsieur le Préfet,

Nous avons l'honneur de conformément à la Loi du 1^{er} Juillet 1901 de déclarer la Constitution de l'Association suivante :

Titre de l'Association : ESCOLA POPULAR CATALANA.
Objet de l'Association :

La défense et la diffusion de la langue et de la culture catalanes/ dans un esprit de résistance à l'oppression culturelle et à la discrimination linguistique en Catalogne Nord.

Siège Social : 2 rue Saint Mathieu, PERPINYÀ.

Etat civil des administrateurs :

Jacques Deloncle, préparateur en pharmacie, 2 rue Fontaine Neuve, Perpinyà.
Michel Mayol, avocat, 10 rue Foy Perpinyà.
Margarida de Descatllar, 2 rue Franklin, Perpinyà.

Jacques Deloncle né le 18 Mai 1947 à Perpinyà (66)
Michel Mayol né le 11 Août 1941 à Perpinyà (66)
Margarida de Descatllar née le 3 novembre 1944 à Perpinyà (66)

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet l'assurance de notre considération distinguée.

Signature : Jacques Deloncle

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE
DES
PYRÉNÉES-ORIENTALES

1^{re} DIRECTION
SECRETARIAT

Perpignan, le 21 juin 1974

Monsieur,

J'ai bien reçu le dossier que vous m'avez adressé en application de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Je ne suis pas insensible au souci que vous avez de traduire dans la langue, dès les formalités préliminaires à l'obtention de la capacité juridique, l'amour que vous portez à votre petite patrie; c'est parfaitement louable.

S'agissant cependant d'une formalité administrative qui s'inscrit dans le cadre d'une loi de la République Française, je ne dois de vous demander en premier lieu d'utiliser la langue en usage sur son territoire et de procéder aux rectifications qui en découlent. L'adresse de votre siège social ne perdra rien, je pense, si vous la dénommez rue St-Mathieu plutôt que "carrer" du même nom, de même que les prénoms des administrateurs à refléter exactement leur état-civil ou encore la ville de Perpignan à retrouver son orthographe usuelle.

Je ne suis pas davantage insensible à votre souci de défendre et de diffuser le catalan, sa culture et ses manifestations traditionnelles; bien des organismes l'ont fait déjà, et, depuis longtemps, sur des plans différents - culturel, religieux et folklorique notamment - et je les loue aussi de collaborer au maintien des traditions les plus solidement ancrées au cœur des populations.

J'estime par contre qu'il est inadmissible de parler d'oppression culturelle et de discrimination linguistique dans un pays de liberté et de démocratie et je n'accepte pas ce terme dénué de tout sens commun dans le cas d'espèce.

Je vous délivrerai dès lors récépissé de votre

.../...

EXPLOITATION DU PERSONNEL INTERIMAIRE

Il existe en Catalogne-Nord, une société dite PERPIGNAN INTERIM, chargée de la fourniture au patronat local de personnel interimaire.

Cette formule de placement est violemment combattue par les syndicats qui savent qu'il s'agit d'une arme efficace dans les mains de la bourgeoisie. Non seulement le salarié des offices de placement temporaire ne dispose d'aucune garantie de l'emploi mais il est encore doublement exploité (par l'employeur réel et par la société). Plus grave ; il peut servir à briser une grève sur le point d'aboutir.

En attendant, pour la S.A.R.L. PERPIGNAN INTERIM, les affaires marchent plutôt bien... Outre ses bureaux du boulevard Mercader à Perpignan, elle dispose d'annexe à la zone Saint Charles, à la bourse aux primeurs de Port-Vendres. Dans l'Aude, elle établit des succursales (Carcassonne, Narbonne).

Dernier méfait de ces parasites sociaux, ils viennent d'envoyer à chaque maire du département, une circulaire leur demandant de transmettre la liste des salariés à la recherche d'un emploi dans leur commune.

Depuis quand les collectivités locales doivent-elles servir les intérêts des sociétés privées ? En attendant d'obtenir l'abrogation des textes autorisant l'existence de telles sociétés, nous devons faire pression sur les pouvoirs publics (Maires, députés) pour que la circulaire de PERPIGNAN-INTERIM demeure sans réponse.

Nous comptons sur vous.

J-L. V.

Société Perpignan Intérim

OFFICE DE PLACEMENT DE PERSONNEL TEMPORAIRE
S.A.R.L. Capital 20.000 Francs régie par la loi 72-1 du 3 janvier 1972
Siège social : 19, Bd Mercader - 66000 PERPIGNAN - Tél. 34.59.60

PERPIGNAN le

Monsieur le Maire de la
ville de

Monsieur le Maire

Notre société spécialisée dans la recherche de salariés expérimentés toutes professions, pour la fourniture de personnel aux employeurs met à la disposition de ces premiers un service permanent et gratuit.

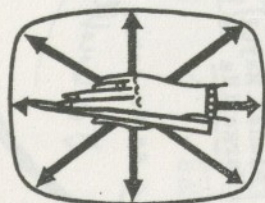
Les places qui sont offertes, le cas échéant, sont à pourvoir dans le département ou à Perpignan.

Si vous avez, dans votre commune, quelques-uns de vos administrés qui sont à la recherche d'emploi, nous vous demandons, si vous êtes favorable à notre démarche de bien vouloir nous transmettre une liste numérique par profession.

Dans le cas où nous aurions des places disponibles, nous pourrions nous adresser à votre secrétariat pour faire la liaison ou nous adresser directement aux intéressés si vous nous communiquez leur nom, âge et adresse.

Dans l'attente.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de notre parfaite considération.



Annexes :

M. I. Saint-Charles
Case 31 - Tél. 34.28.17
66000 PERPIGNAN
et

Bourse aux Primeurs
66600 PORT-VENDRES
Téléphone 38.02.60

Succursales :

11000 CARCASSONNE
8 et 10, allées de Bézons
Téléphone : 25.19.21

11100 NARBONNE
15, rue Fabre d'Eglantine

*

a proposit del « tren groc »

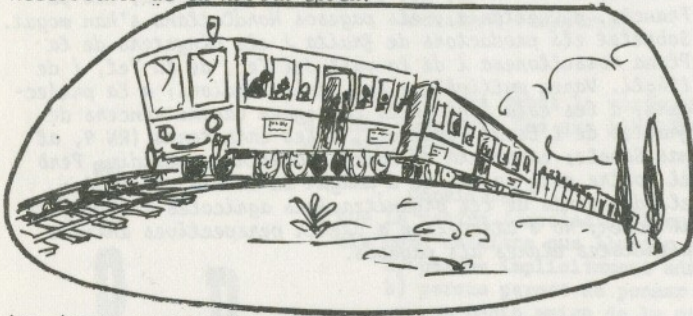
DEFENDRE I PROMOURE LA LINIA FERROVIÀRIA DE Cerdanya ES UNA DE LES TASQUES IMPORTANTS DE L'HORA.

A la fi del mes de Juliol, la SNCF feia saber al "public", que suprimia el tràfic de mercaderies sobre la seva línia Vilafranca-de-Conflent -- La Tor de Querol-Enveig. Aquesta línia ja la sabíem ben amenaçada des del mes de Novembre de 1968. Però fins ara, el ministre dels transports no havia gosat tocar-la (quan d'altra banda suprimia el tràfic de passatgers en una línia més important, com la de la riba dreta del Roine, l'Agost de 1973.).

1) fins el març de 1973 el diputat de la circumscripció Perpinyà - Prada era el "famos" Artur Conte. Aquest esclafa-canyes havia intervingut prop del Ministre dels transports..

2) El "Comité de Defensa" impulsat per ferroviaris CGT- i CFDT. i sostingut per la Federació del PCF havia reaccionat amb força, encara que d'una manera ben tradicional (això li havia valgut crítiques per part del PSU, a final de 1970). El Comité de Defensa organitzà, l'estiu de 1970, una campanya de peticions que tingué un èxit tant gros que la SNCF, el prefecte i el govern varen ésser estranyats. Mig milió de firmes varen ésser arrebegades pel Comité de Defensa amb l'espai d'uns quants mesos : firmes de cerdans i capcinesos, però també firmes d'altres Nord Catalans, de turistes de l'estat francès, de diversos països (fins el Japó !). Aquesta acció va contribuir a fer recular el poder : el "tren groc" es conegut i apreciat de tothom en molts països.

Any Passaren. D'elecció legislativa en elecció presidencial, el poder no feia res en contra de la nostra línia. Fins el mes de Juny de 1974 (just després de l'elecció del Giscard !). A finals de 1973 semblava fins i tot que vulgué "modernitzar" aquesta línia per adaptar-la a les necessitats de la nostra època.



Ara doncs, no circulen més vagons de mercaderies sobre els rails del "Tren Groc". Una empresa privada de transports per ruta de la Tor-de-Querol ha obtingut una adjudicació de la SNCF. Quants mesos circularan encara els trens de passatgers ?

La SNCF DIU " encara quatre o cinc anys..." De fet té l'intenció de suprimir tota circulació ferroviària sobre la línia de Cerdanya. Per mor d'assolir aquest objectiu falseja els xifres (com ho es comprovat per l'article del "Miquelot de la Vall de Querol" en el n° 5 de "Truc", 6/7/1974)

Els treballadors, els pagesos de les nostres comarques tenen de reaccionar contre els inicis projectes del poder. El Comité de Defensa, ja, ha començat de mobilitzar les masses i ha adoptat un tò més radical que l'any 1970. Nosaltres estem d'acord per ajudar la seva iniciativa i condemnar amb força la del sindicat "groc" F.O i dels Consellers Generals de Sallagosa, Mont-Louis i Oleta : Calvet, Malé i Bobo. Aquests, lligats al poder, proven de convencer'l que ha fet un error!

No proven de mobilitzar la gent, de crear una relació de les forces més favorable al poble treballador ! La mobilització té de recolzar-se sobre arguments clars i indiscutibles.

1) El tren groc transporta almenys 400 000 passatgers cada any i no 100 000, com ho voldrien fer creure els tecnocrats de la SNCF. (vegeu l'article ja citat de "Truc"). I en podria transportar molts més si els horaris no eren sabotejats i si el material (construït l'any 1908 !), era modernitzar.

2) L'any 1973, el "tren groc" va tragar 4679 tones de mercaderies (en aquest xifre no figura el tonatge transportat fins a la Tor de Querol, estació que no depen administrativament de la regió ferroviària de Montpeller). Sembla que sigui poc. Esveritat : aquest tonatge no és massa important. Però si us en toca la gana, calculeu quants camions seran necessaris per transportar-lo. La feblesa del trafic de mercaderies s'explica en part la realitat econòmica de l'alt Conflent i de la Cerdanya. Però, aquí també, la SNCF va tot fer per allunyar clients fidels del ferrocarril. Les conseqüències del transfert són greus: la R.N; 116 estreta i mal entretinguda, tindrà d'absorbir el trafic assegurat fins ara pel tren, el que no facilitarà la circulació dels cotxes; l'hivern el tren és millor mitjà per tragar les mercaderies: la Cerdanya risca de patir d'aquest "transfert" en els mesos més dolents de l'any.

3) La línia de Cerdanya és la única línia ferroviària de l'estat francès que s'hagi construït després de la firma d'una convenció. La Companyia del Migdia, l'Estat i el Consell General dels P.O. varen passar un pacte, l'any 1903 : la línia va ésser en gran part financada pel Consell General que va pagar 5000 francs Or per cada QM de línia i deixar terrenys per construir el pont --à de les Bolloses i les fabriques hidroelèctriques. Segons aquesta convenció la Companyia d e Ferrocarrilq pot explotar les fabriques hidroelèctriques i vendre els KW/H que sobren a la condició que assegurí relacions ferroviàries regulars. La col·lectivitat departamental té així una arma jurídica per defensar la línia : l'any 1970, el Consell General va votar una moció on feia estat de la seva intenció d'utilitzar-la en cas d'una decisió unilateral de la SNCF.. Afegirem que la SNCF prodeix, segons els anys de 160 a 220 milions de KW/H en les "seves" fabriques hidroelèctriques de la vall de la Tet ; el tren groc en necessita anualment 4 milions. Això vol dir que la circulació dels trens no costa ni un diner a la SNCF ! Argument important, després de la crisi d'energetica !...

ES PERQUE LA LINIA DE CERDANYA ES UNA LINIA INDISPENSABLE !

al desenvolupament de les nostres comarques altes, i perquè estem convençuts que tenim de promoure els transports. En com (dels quals el ferrocarril és el més econòmic),

al detriment dels transports individuals que desgallen vi- des i energia i contribueixen a desenvolupar una ideologia ultra-individualista, que tenim de lluitar perquè visqui el tren groc.

PER AIXO DESENVOLUPAREM TOTES LES ACCIONS QUE CONTRIBUIRAN A LA MOBILITZACIO DEL POBLE TREBALLADOR PER CREAR UNA RELACIO DE LES FORCES QUE FACI CAMBIAR LES INTENCIONS DE LA S.N.C.F. I DEL PODER !

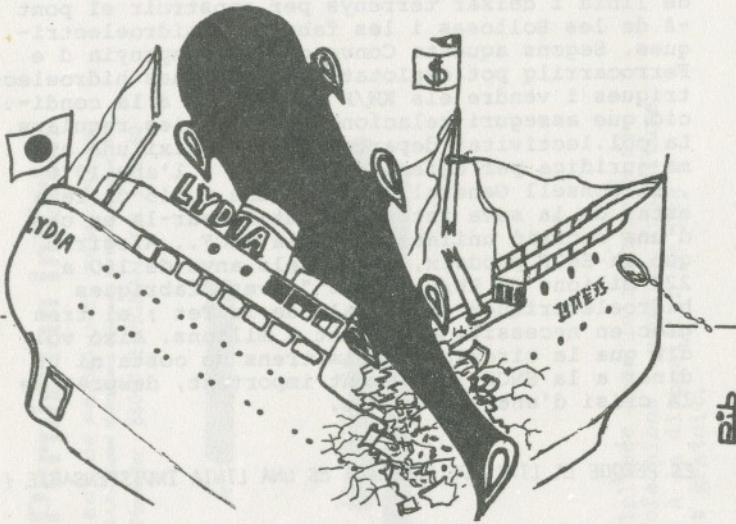
En Perot de Carençà.

EMPRES ELS BELGUES,

ELS JAPONESOS

Depuis longtemps, nous savions que ce pays, pays de soleil, de la mer, et du ciel bleu, était la proie des profiteurs, car l'on pouvait y faire de bonnes affaires. Mais pour certains, c'est vraiment un pays de cocagne.

Voyez Mme TSUTSUMI et la société japonaise SEI PU : ils ont acheté 2,5 millions de francs un LYDIA qui, pour son aménagement en a coûté 8,5! (chiffres publiés dans le dernier rapport de la Cour des Comptes). Ils ont donc réalisés la coquette économie de 600 millions anciens ! Et ne vous demandez pas qui a pu payer la différence : il y a des contribuables pour ça ; qu'ils servent à quelque chose au moins !



Ils ont bonne mine ceux qui viennent nous sermoner qu'il faut économiser, éviter le gaspillage, serrer la ceinture ! A l'heure où l'on parle sérieusement de la fermeture du petit train jaune de Cerdanya, ces 600 millions n'auraient-ils pas mieux été employés à la modernisation de la ligne ou du matériel de ce service public si important pour l'économie de nos hauts cantons ?

Il est grand temps de lutter contre ce régime qui pour des équipements ou des services publics lésine et ne parle que de rentabilité ; mais où est la rentabilité d'un LYDIA qui non seulement coûte très cher à la collectivité, mais ne rapporte qu'à une poignée de profiteurs, au premier rang desquels, il faut bien constater que Monsieur le Sépateur PAMS occupe une place privilégiée. Bel exemple de la complicité de nos élus locaux ; de nos notables, dans le pillage et la ruine de notre terre.

PIB

ELS PAGESOS

N'EN TENEN

PROU

Tot el més de Juliol, a l'Estat Francès, els pagesos desenvolupen accions directes contra el poder. Llur rabia és provocada per una caiguda brutal dels preus dels productes agrícoles. Aquesta es pot explicar per una conjuntura desfavorable que influeix sobre un mercat capitalista, organitzat molt malament, i que afavoreix les grans firmes agro-alimentàries i els grans negociants "intermediaris".

Com llurs companys de Bretanya, del Nord de l'Estat Francès, d'Occitània, del Llenguadoc, de Savoia, els pagesos NordCatalans s'han mogut. Sobretot els productors de fruita i els vinyaters de la Plana rossellonesa i de la vall del Tec, de la Tet, i de l'Agli. Varen multiplicar les manifestacions: a la prefectura, a les estacions on es carreguen vagons sencers de fruites de l'Estat Espanyol, a les carreteres (RN 9, al mas Sabole; carretera de Foix). Nosaltres aplaudim. Però el nostre goig no ens té d'amagar la trista realitat: els dirigents de les organitzacions agrícoles son lligats al poder. No s'atreveixen a oferir perspectives anti-capitalistes clares als pagesos.

Només procuren de controlar un moviment que els podria ensorrar. Per això els Camo i altres titelles de la Prefectura organitzen accions directes per mor de canalitzar la ràbia dels afiliats de la FNSEA i del CNJA.

Tenim de subratllar un fet significatiu i aquests dirigents no s'ha mogut quan el Príncep Poniatowski va venir recançant a Perpinyà i al Barcarès visitar les obres de l'endegament del Litoral !

Més que mai els pagesos nord-catalans tenen de trencar amb els seus dirigents corcats (el Camo, sobretot que gràcies als "Vignerons Catalans", ompla les seves butxaques...), i d'adoptar cara al poder una línia anti-capitalista clara !

////////////////////

ST. CEBRIA ...

La premsa parlant d'una manifestació força estranya : l'inauguració a Sant Cebria del monument als "combatants catalans morts pour la défense des libertés". Participen a aquesta cerimònia a l'iniciativa de "France-Catalogne", el consell nacional català, l'Assemblea de Catalunya, i tot això sota la presidència del President de la Generalitat !!!

Quan se sap de quin tipus de gent es constituïda l'associació "France-Catalogne" hom se demana lo que han vingut a fer els altres, sent causals a una operació de recuperació, com a vells refugiats catalans exiliats : De fet, a l'origen aquet monument tenia de ser dedicat a Lluís COMPANYS i als catalans morts per la llibertat, cosa que podia ser defensable. La perícia, l'habilitat d'alguns, entra els quals OLIBO,, amo de San Cebria, fou de girar

la dedicatoria del monument al profit dels voluntaris catalans morts per França durant les dos últimes guerres i de transformar una inauguració que hauria pogut ser l'expressió de la realitat del sentiment nacional català en una qualsevol cerimònia davant un qualsevol monument als morts.

Perpinyà el 22/7/1974.

C.R.E.A
E.C.T.
10 carrer Foy
Perpinyà 66000.

Senyor Secretari del Comité France
Catalogne,
19 rue Gré La Monnaie. Perpinyà.

Benvolgut Compatriota,

El C.R.E.A ha rebut la vostra invitació a participar a l'acte d'homenatge a Lluís Companys. Com que l'E.C.T. succeïx a la primera entitat us contesti en nom de l'Esquerra.

Considerem:

- 1) que la vostra Associació "France Catalogne" és un insult sense nom a tots els nord catalans que lluiten contre l'imperialisme francès,
 - a) perquè implicitament admet sense reserva la mutilació del nostre país.
 - b) perquè permet de pensar que "França" co-autora d'aquesta mutilació és una nació amiga de la catalana quan tota la història i el present nord català demostra el contrari.
 - c) perquè - i això és molt significatiu - heu escollit com a dirigents els notables "kollabos".
- 2) que l'acte de pretès homenatge a Lluís Companys és un insult a la memòria d'aquell malaguanyat patriota.
 - a) qui sino l'Estat Francès - un cop més - ha lliurat aquell patriota a les urpes del franquisme.
 - b) i Sant Cebria que va ser un lloc de patiment de força democrates iberics ?
 - c) i el gaullista OLIBO que presideix l'acte, qui és sino un d'aqueixos notables ?

Es possible que la creació d'aquesta entitat procedeixi d'una senzill error, car la presa de consciència nord catalana és un fet nou.

Per aquesta raó no fem pas públic avui la nostra oposició radical a la vostra associació.

Demanem a tots els patriotes catalans de renunciar a hi participar.

Aviat farem pública la nostra posició si la vostra associació es manté.

Vostre i de Catalunya.

El secretari.

LA POLICE AU LOCAL

DE

L'E.C.T.

A la suite des explosions du PERTHUS et de BOURG MADAME dont la presse locale a donné quelques échos, nous avons reçus, 10 carrer Foy, le 9 juillet 1974, à 10 heures, "visite" de ces messieurs de la police. émontrant une fois de plus que la loi ne les concerne pas (Ils n'ont présenté aucun mandat) ils ont détruit le système de fermeture de la porte, se sont introduit dans la pièce, ont fait main basse sur notre correspondance, nos archives, ont arrêté et gardé à vue deux catalans du Sud. Les journaux s'obstinent à nous dire que ce sont les espagnols, comme ils s'obstinent à nous dire que, nous autres, catalans du Nord, sommes français ; c'est comme si on disait à un chien qu'il est un chat, au mépris le plus total de sa nature ;

Ces catalans, contrairement à ce qu'affirme un peu hâtivement "L'Indépendant" du 1er août, ne se cachaient pas dans les locaux de l'ECT : Ils y étaient hébergés, sur la demande du SOCORS CATALA (2 carrer San Mateu), attendant d'être admis comme réfugiés politiques (les papiers avaient déjà été remplis et remis à l'administration). Les autorités étaient donc au courant de leur présence sur le sol Nord Catalan et n'ignoraient pas l'endroit où elles pouvaient les trouver. La perquisition, en est la preuve.

Enfin, notons l'existence d'une certaine obstruction d'une certaine presse en matière d'information ! Obstruction que nous préférons croire inconsciente ou involontaire puisque à la suite du communiqué ci dessous, cette presse a fini par dire qu'il y a eu perquisition à notre local ; il faut cependant reconnaître, qu'ils ne se sont pas trop étalés sur les méthodes pour le moins curieuses de la police : perquisition sans justification, vol de correspondance, d'archives, de papiers divers, arrestation arbitraire de personnes (en tablant sur le fait que "vu leur situation, ils ont intérêt à filer doux"...

Pour protester, nous avons envoyé un communiqué à la presse : comme les journaux locaux l'ont passablement escamoté, le voici en entier :

" Le 29 Juillet 1974, dans la matinée, les Sbirres de la D.S.T., ont effectué plusieurs perquisitions au domicile de militants anarchistes et de militants catalans luttant pour l'autonomie.

Prenant prétexte des explosions de Bourg-Madame et du Perthus, ces messieurs de la D.S.T. ont aussi visité le local de l'ESQUERRA CATALANA DELS TREBALLADORS, 10 rue Foy, fracturant la porte et faisant main basse sur plusieurs dossiers (archives, correspondance...). Profitant même de l'absence d'un militant de l'E.C.T., ils n'ont pas hésité à essayer de pénétrer dans son bureau, en forçant la porte.

L'E.C.T. dénonce avec fermeté ces méthodes policières qui ne sont pas sans rappeler celles employées par la gestapo, il n'y a pas si longtemps.

Prenant le même prétexte, la police a arrêté de jeunes réfugiés catalans, tous en situation régulière en Catalogne Nord, et les maintient en garde à vue jusqu'à ce Mercredi matin. Ils s'étaient placés sous la protection des lois françaises, et étaient pris en charge par le Socors Català. auquel l'ECT avait prêté une pièce de son local pour héberger deux d'entre eux ; ces derniers ont été arbitrairement arrêtés lors de la perquisition dans nos locaux.

L'ECT proteste énergiquement contre la sauvagerie de tels procédés qui violent les lois les plus élémentaires de l'hospitalité et du droit d'asile.

Devant cette atteinte aux libertés qui démontre une fois de plus que l'appareil policier est pénétré d'éléments fascistes, l'ESQUERRA CATALANA DELS TREBALLADORS pose la question : " A quand les stades (comme au Chili), ou les camps de concentration (comme dans la Grèce des colonels) ?.

(LE 30 Juillet 1974).

&&&

repressió
contra
els refugiats
catalans del sud

L'hipocrisia de l'Estat burgès francès no té cap limit; ni la decència ni el sentit del ridícul. Fa pocs setmanes En GISCARD deia i repetia que FRANÇA tenia de retrobar la seva vocació de terra d'asil pels estrangers perseguits per fets polítics... Si l'havia de retrobar és que l'havia perdut... Om es recorda de l'actitud arbitrària de l'administració francesa de cara als estrangers.

Un cop més les declaracions més solenns són contradites pels fets.

La policia ha aprofitat el més d'Agost i unes bombetes providencials que han petat al Portus i a la Guingueta d'HIK (bourg-de-leur-madame com diuen) per foragitar 4 refugiats. Dos han sigut foragitats de l'hexagone. Els filles van passar clandestinament la frontera franco-belga amb els dos companys i els van deixar a prop de BRUXELLES sus de la ruta. Dos altres son foragitats de CATALUNYA NORD i de totes les terres que vorejen els Pirineus. Cap procés, cap possibilitat de defensar-se. COM GOSSOS...

Així com els refugiats bascos van resistir l'arbitrarietat de la policia i al preu d'una vaga de la fam a mort han imposat a l'administració franquista el respecte del llur dret ens cal organitzar per mor de fer respectar els nostres drets imprescriptibles de naixement, drets reconeguts per tots els Estats democràtics.

LLETRA D'UN EXILIAT

per que s'en torna al pais :

Je me suis exilé, il y a de cela 16 ans, parce que si un jeune de 1958 pouvait trouver du travail, il ne pouvait en trouver qui le rémunère suffisamment pour qu'il puisse se satisfaire de la société de consommation, ne serait-ce que modestement! En effet, un jeune débutant ne pouvait guère espérer encaisser plus du SMIG atteignant à l'époque à peine 29000 francs (anciens). Et avec cette somme, il ne fallait guère espérer vivre mieux qu'aujourd'hui avec 600 Fr. en considérant, bien entendu que les besoins étaient moindres (pas de télé, pas toujours de frigo, la voiture était moins nécessaire...). Quoique l'on puisse dire de cette équivalence de monnaie entre 1958 et 1974, faite de ma part tout à fait empiriquement, il n'en reste pas moins que la somme de 29 000 Fr était déjà considérée comme un salaire de misère, qui provoquait une accumulation de hargne qui nous rendait méchants. Beaucoup se sont laissés aller à cette hargne durant la guerre d'Algérie (1). Beaucoup l'ont gardée comme une seconde personnalité qui couvrirait celle d'origine, à tel point que cette dernière disparaîtrait comme sous une couche parasitaire. Cette seconde "personnalité", beaucoup la gardent encore : c'est une gangrène psychologique, un cancer difficilement extirpable qui mangerait le meilleur d'eux-même, là, au fond de leur cœur, à l'endroit le plus chaudement douillet. Quand on est mangé par ce mal au point que l'on considère l'illégalité comme la seule solution, (2) alors que les copains se sont fait enrôler par les flics, (5) alors que l'on se dit que l'on va se laisser aller à faucher (au début, si vos parents n'étaient pas des exemples de délinquance - cas général en Roussillon, je crois - c'est ainsi que vous feriez, timidement, comme un défouloir, comme un palliatif économique, en attendant la solution définitive qui ne vient pas, évidemment) ou a assommer un caissier ; quand on en est là, il y a encore un petit sursaut qui vous reste quelquefois devant ce qui apparaît comme une résignation générale de tous ceux qui vous entourent : on se barre. N'importe où mais on se barre. Alors voilà : je suis allé en Afrique du Nord puis à Paris ; le tout m'a pris 16 ans.

Cela n'a rien donné. Oû, pour être plus exact, mes espérances du départ sont largement dépassées car j'ai atteint un salaire, qui, sans être mirobolant, est gagné par une minorité, me permettant de vivre à peu près correctement, sans trop compter ses sous au franc près comme par le passé miséreux. Gagner bien ma vie, c'était cela mon but. Mais finalement, je me trouve toujours aussi insatisfait qu'avant, avec, il est vrai, la haine en moins, ce qui est déjà une bonne chose pour le bien être personnel et la capacité au bonheur.

A Paris, j'ai donc essayé de faire autre chose, de m'évader de ma condition et j'ai tenté de faire psycho. Mais il m'est vite apparu, malgré les horaires intéressants de la faculté de PARIS VIII (fin des cours à 22 heures), qu'il était impossible à un travailleur de concilier l'obligation vitale de travailler avec l'étude d'une masse de bouquins à connaître de près. On est obligé de sacrifier, ne serait-ce que partiellement, l'outil de survie, le travail, horrible chose quand on en est esclave (ne m'apparaît pas comme esclave de son travail celui que ce travail rend heureux). Je sacrifiais donc mon travail. Mais même dans ces conditions on ne peut espérer faire plus de deux U.V. par semestre (3). Dans le meilleur des cas, on ne peut donc espérer avoir une licence avant 7 ou 8 ans de ce régime éreintant :

(1) Evidemment, ce n'est pas la seule raison, ce serait trop simple. Mais à mes yeux, c'est une raison importante.

(2) Notons au passage, si besoin était, que c'est sous la pression du système que la délinquance apparaît.

(3) Si on veut faire quelque chose de sérieux, bien sûr.

- lever 6 H 30
- métro, 45 mn (pensez donc, ce qui habitent en banlieue..)
- travail
- bouffer (et non manger) rapidement un truc d'égoutte-sse dans un self crado (il sont rarement propres à Paris), sur le coup de midi
- à 18 H., re-métro + bus vers la fac : cela prend 1 H 30. pas le temps de manger. On prend une merguez faite par un étudiant arabe de la fac.
- durée du cours : 3 heures.
- fin du cours, il est 10 H 30, re-métro + rebus, 1 H30, et voilà qu'il est déjà minuit.
- minuit, on n'a rien dans le ventre ; on a été compressé dans les transports publics et on a été obligé de supporter les sales gueules muettes, hargneuses, apparemment rétive à toute communication humaine, de tous ces gens qui vous compressent. Il est sain à ce moment, là pour que la haine que vous sentez monter vers eux, quelquefois, s'apaise, de penser que, soi-même, on contribue à compresser et qu'on fait certainement la même gueule qu'eux (merci, petit morceau de sagesse qui me permet de ne pas obéir au système)

Les quatre autres jours de la semaine, (4) faut se dépêcher de rentrer afin d'ouvrir les bouquins et de bosser, jusqu'au soir, alors que les yeux se ferment.

Et tout cela, faudrait le suivre pendant 7 ou 8 ans, sans une distraction, avec peu ou pas de sorties. Dois-je courir parce que le système me l'impose ? Honnis soient ceux qui pronont le travail comme quelque chose de beau, de bien et de convenable !... Honnis soient ceux qui prêchent qu'il faut aimer le travail, car il nous maintient dans une condition au-dessous de nos possibilités. Honnis soient ceux qui défendent ce système stupide qui impose 8 heures par jour alors que 4 suffiraient largement.

Et si on se privait pour quelque chose au moins. Eh bien non ! Au dire de ceux qui ont décroché la licence, il y a unanimité : "Finalement, je ne sais rien ; quand je me trouve devant un cas, il me faut alors apprendre". La licence ? un miroir aux alouettes, un sussucre pour nous faire troter du bon pas, toutes nos forces physiques et intellectuelles tendues vers un seul but : le sussucre. Pendant qu'on court après, on ne fait rien d'autre de ce qu'il ne faut pas (vivre, par exemple) et on prend de plus en plus l'habitude de faire ce qu'il faut : s'aliéner au système tout puissant (hom s'encarcara ; com mes va, miu es). C'est peut-être une des raisons qui fait que les meilleurs éléments finissent par devenir les meilleurs et les plus fidèles serviteurs du système. N'est-il pas significatif de constater que les plus soumis sont ceux qui ont fait les études les plus longues ? Voyez la résistance des médecins (pas tous, heureusement) à l'avortement...

J'ai donc conclu que je perdais mon temps, que "je perdais ma vie à la gagner" comme le disait un humoriste anglais, et je me suis décidé à tout laisser tomber. Bientôt, je serai dans le train qui me conduira chez moi, l'esprit libéré, tranquille avec l'envie de chanter quelque chose de Brassens, Figarolla, Pi de la Serra ou Maria Del Mar Bonet.

Chez moi, je pourrais étudier ma langue que j'ai redécouverte à travers quelques livres et qui m'apparaît maintenant comme très belle et non plus comme un simple parler, qui, quoique ayant son charme, comme le parler aavroche. par exemple, n'en est pas moins limité.

Il était peut-être indispensable que je goûte autre chose pour réaliser que le meilleur est encore à l'endroit de la terre qui m'a vu n'être et grandir. Chez moi et pas ailleurs du moins, pour moi !

Ara ho sê que nomês a casa meve serê feliz

M. B.

(4) Je me base sur deux U.V. de 3 heures chacune, ce qui m'apparaît comme un maximum.

(5) pour les chanceux qui ne connaissent pas ce mot d'argot, enchrister = mettre en prison.

DEFENSA DEL ROSSELLÓ CATALÀ

Amb aquest nou llibre en Pere Verdaguer es revela més com el publicista més prolífic del camp català al Rosselló. Ens hauria potser agradat més una obra més coherent i més centrada sobre un tema precís que no pas els aspectes desiguals d'aquesta obra que va de l'entrevista, passa per l'assaig literari amb entremig meres ressenyes de les activitats d'entitats (GREC, etc...). Es tracta en general d'articles prèviament apareguts a la premsa local (Midi Libre) que l'autor encapçala amb paraules significatives; ja no es tracta del Rosselló stricto sensu sino de la defensa del Rosselló Català. Hi ha doncs un engagement més afirmat en vist les publicacions anteriors de l'autor com ara "el Rosselló avui" que eren passivament descriptives.

El qui ha participat de prop des dels primers anys de gestació al moviment català

al Rosselló no aprendrà res en aquest aplec d'articles que venen a ésser com el diari jorn darrera jorn dels alts i baixos, esperances i baralles de la causa nostre ací. Tanmateix, ben mirat, valia la pena de deixar-ne constància escrita pels altres o la posteritat ja que tots els articles poden ésser el punt de partida de replantaments o discussions positives. En canvi les entrevistes dedicades a personalitats tenen més interès i ampliades a d'altres persones i més aprofundides per elles mateixes podien constituir un volum a part mitjançant el qual hauriem tingut un cert retrat d'una certa "intelligència" rossellonesa, retrat en aquest cas tot just pinsellat.

En resum, una obra que ha de llegir el català del Principat poc al corrent del Rosselló o el rossellonès que desconeix la seva casa.

Tret d'això l'obra no té una envergadura percuient, li manca el nervi crític, la dita o l'anàlisi incisiva, l'empenta creadora. Es veritat que aquest llibre encara ha d'ésser escrit i que al Rosselló no s'ha revelat ningú de la talla d'en Fuster a València o d'en Lafont a Occitània. Som encara una mena de racó de món que secreta micro societat incapaç d'assumir-se ella mateixa i que abans d'actuar mira com bufa el vent però no sap mai canalitzar-lo.

collection "TERRA NOSTRA"

Sont sortis dernièrement deux remarquables numéros de cette collection dirigée par Raimon GUAL, de Codalet.

Le n° 15 "VALLESPÍR 1848" : un récit sincère bien qu'apocryphe, accompagnant une série de dessins, venue d'un hollandais en cure als Banys d'Arles et témoin de cette époque où l'on ne parlait pas encore d'aménagement du territoire ou de pollution

Le n° 16, "LA Cerdanya...FA TEMPS" : principalement, un recueil unique de photographies du début de ce siècle, belles souvent, émouvantes toujours, accompagnées d'un texte de J.P. CERDA.

CLAUDE MARTI,

un chanteur engagé, UN VRAI !!

Le premier parmi les premiers de la nova canço occitana, MARTI, loin de se laisser tenter par les sirènes du show-bussiness de la publicite ou de la facilité, mène un combat exemplaire.

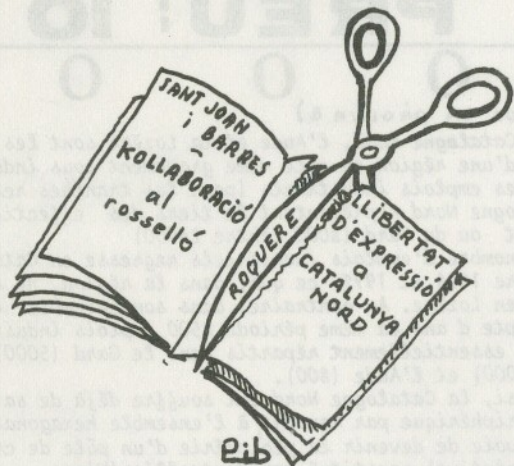
Campé face à son public, sur une scène de festival ou sur la place d'un village, il ne cherche pas à l'amadouer.

Ces chansons, dans cette langue occitane si proche de la nôtre, sont autant de coup de poing à la face de l'Etat français, des bourgeois, des collaborateurs, des notables, et de ceux qui ont peur de mêler culture et politique. Pour lui, chanter, c'est lutter et sa conception du combat culturel devrait servir de leçon à ceux qui se font les complices de l'équation :

CULTURE = FOLKLORE

ESPECIAL...

Sant Joan i Barres



1 — La consecució de l'Amnistia general dels presos i els exiliats polítics.

2 — L'exercici de les llibertats democràtiques fonamentals: llibertat de reunió, d'expressió, d'associació — inclosa la sindical —, de manifestació i dret de vaga, que garanteixin l'accés efectiu del poble al poder econòmic i polític.

3 — El restabliment provisional de les institucions i dels principis configurats en l'Estatut de 1932, com a expressió d'aquestes llibertats a Catalunya i com a via per exercir el dret d'autodeterminació.

4 — La coordinació de l'acció de tots els pobles peninsulars en la lluita democràtica.

Des del 7 de novembre de 1971, aquests punts han estat presents en les nombroses lluites unitàries dutes a terme per diversos sectors del nostre poble i els han donat coherència i sentit polític convergent.

L'enfortiment de l'esperit solidari registrat aquests dies tant al carrer com a la presó és la millor garantia que el camí d'unir tots els sectors democràtics i antifeixistes en la lluita contra la dictadura és bo i ens portarà a la conquesta de les llibertats democràtiques i nacionals de Catalunya.

VISCA L'ASSEMBLEA DE CATALUNYA!

Barcelona, 7 de novembre de 1973.

LA VIDA I LA HISTORIA

Amics de temps, entre els quals Jordi Carbonell que fou President de la Universitat Catalana d'Estiu, han sofert les exageracions d'un règim que no es decideix a reconèixer el fet català dins la seva integritat.

Per cert Sant Joan i Barres no es pas un organ polític partidista però quan els esdeveniments fan historia de la llengua catalana i de la seva cultura sembla que sigui el seu dever de guardar-ne al menys un rastre.

Es aïxi, com a record, que he volgut publicar

— la moció dels 113 militants de l'Assemblea de Catalunya que varen ésser detinguts a Barcelona el 7 de novembre 1973,

— el cant escrit en nom dels presoners en « La Modelo » el mateix dia.

P.R.

La mocio i el cant dels 113 presoners del 7 de novembre 1973

Els 113 detinguts de Santa Maria Mitjancera fem la següent declaració a la qual s'adhereixen altres presos polítics de Barcelona, adreçada a l'Assemblea de Catalunya, i a través d'ella a tot el poble, en ocasió del segon aniversari de la primera sessió de l'Assemblea de Catalunya.

Ens acusen de constituir la Comissió Permanent de l'Assemblea i creuen que empresonant-nos poden endarrerir la lluita del nostre poble per la llibertat i l'enderrocament de la dictadura. La nostra detenció ha desvetllat una resposta popular molt ampla i ha demostrat que l'Assemblea de Catalunya no és un grup format per unes persones o altres, sinó que la formen la gran majoria dels sectors democràtics de Catalunya.

L'ASSEMBLEA DE CATALUNYA NO POT SER POSADA A LA PRESO PERQUÈ ES AL CARRER.

Interpretem les múltiples accions i altres proves de solidaritat de què hem tingut notícia — a les fabriques, als barris, a les comarques, dels col·legis professionals, per part d'amplis sectors de l'Església Catalana, dels estudiants, etc. — no solament com una prova de solidaritat envers nosaltres, sinó com un reforçament de l'adhesió popular a la lluita per les llibertats democràtiques i nacionals que l'Assemblea de Catalunya expressa en els seus 4 punts programàtics:

27



29

Les lecteurs du numéro 53-54 de la revue du GREC, "Sant Joan i Barres", n'ont pas manqué de noter l'absence des pages 27 à 30 de la revue, pages soigneusement découpées, alors que le "SUMARI" annonçait à cet emplacement "La mocio i el cant dels 113 presoners del 7 de Novembre 1973". Sur proposition de son Président ROQUERE le Conseil d'Administration désavouait le Comité de Rédaction et décidait la censure. Motif: le GREC ne fait pas de politique!!! En tant que Président du GREC le Conseiller Général ROQUERE fait très consciemment une politique: domestiquer l'exigence de libération culturelle des nord-catalans pour en faire un hobby inoffensif compatible avec la poursuite de la politique de génocide culturel de l'Etat français.

25

EL PETIT LLIBRE DE CATALUNYA-NORD

D'EN LLORENÇ PLANES

PREU: 10 F

+++++
SI VOLEU ENTRAR EN CONTACTE amb +++
L'E.C.T. , ESCRIVIU AL : ++++
+ 10 c/ FOY + ++++++
++ PERPINYA - 66 000 ++++++
+++++

aboneu-vos a LA FALÇ :

- Estat Francés : I any normal : 12 F.
I any ajuda : 20 F.
- Altres estats : I any normal : 15 F.
I any ajuda : 23 F.
- MODALITATS DE PAGAMENT :

C.G.P. "LA FALÇ" MONTPELLIER

(Vé de LA PÀGINA 8)

La Catalogne Nord, l'Aude et la Lozère sont les parentes pauvres d'une région en elle même gravement sous industrialisée. Les emplois industriels (pour les tranches retenues) en Catalogne Nord représentent le tiers des effectifs de l'Hérault ou du Gard (8000 contre 24000)

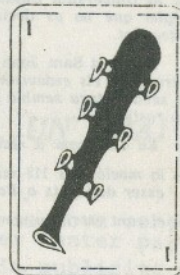
Le nombre d'emplois industriels regresse en Catalogne Nord entre 1968 et 1972, ce qui, dans la région, ne se produit qu'en Lozère. Au contraire, dans son ensemble, la région compte dans la même période 8500 emplois industriels nouveaux essentiellement répartis dans le Gard (5000), l'Hérault (3000) et l'Aude (800).

Ainsi, la Catalogne Nord qui souffre déjà de sa situation périphérique par rapport à l'ensemble hexagonal est elle en voie de devenir la périphérie d'un pôle de croissance (relative) constitué par Montpellier/Nîmes.

Il ne s'agit pas, bien sûr de contester ces miettes de développement apparent octroyé par le capitalisme à nos frères occitans (d'autant plus que cette croissance de l'emploi est principalement due à l'installation de l'usine pirate US IBM) - mais bien de mesurer les effets concrets de la polarisation capitaliste des activités industrielles proces-

LLEGIU TRUC

«TRES SI JUGUES»



(Vé de LA PÀGINA 12)
les raons d'aquesta politica

Els turiferaris del poder justifiquen aquesta politica amb pretextos diversos. Alguns d'ells pretenen que la mobilitat dels treballadors és indispensable al progrés economic. Aquesta necessitat és igualment vàlida per als funcionaris. Afirmacio més que discutible ! Al Japó per exemple no s'obligava la gent a canviar de residència cada 4 o 5 anys i aquest país bat tots els rècords d'expansió economica. D'altres pretenen que el funcionari ha d'ésser lliure de qual-sévol lligam. Tallat de la realitat social l'agent públic no tindrà cap consciència dels interessos reals dels administrats. En fet, l'Estat francès no té cap confiança en els funcionaris catalans. A casa seva mira d'apartar-los dels càrrecs directius. Mira de crear de cap a peus una colònia de funcionaris.

Per entendre aquesta politica, cal recordar el paper fonamental de l'Estat que en cap manera no és una estructura neutral. L'Estat sigui quin sigui és abans de tot un instrument al servei d'una classe social (burguesia, proletariat) per imposar la seva dictadura. L'única fi que persegueix l'administració a Catalunya-nord és l'opressió d'una part del poble català. No és doncs per pura dolenteria que l'Estat francès desplaça els seus funcionaris com els peons a l'escacquer, sinó per millor controlar el país per mor d'espoliar-lo més bé.

Toquem acl un dels mecanismes essencials del colonialisme. França sempre ha sabut utilitzar els uns per colonitzar els altres. Es perquè nombrosos rossellonesos són CRS a la Reunión que l'ordre regna a St Denis. Hem d'exigir que se'n vagin, de la mateixa manera que han d'anar-se'n els policies francesos de la nostra.

El nostre mot d'ordre és democràtic

Exigir que els càrrecs públics a Catalunya-nord sigui ocupats per catalan-s ; no és voler afavorir una colla de burocrates que no són mai prou farts, és al contrari preindre consciència d'una condició fonamental de la democràcia.

Creiem indispensable que tots els funcionaris sàpiguen la llengua del país. No és tant sols una qüestió politica és una qüestió de seny. Els problemes economicos catalans han d'ésser resoltos a Rosselló i no pas a Zeggerscapel o Futuna. És igual pels altres pobles de l'Hexagon. No volem lesionar ningú, molts funcionaris que exerceixen llur càrrec a Rosselló s'estimarien més ells també "viure a casa seva". Aquesta aspiració no ens és reservada.

Es hora que prenguem a mà el nostre destí. Els catalans som un poble adult. Funcionaris catalans, és una primera passa cap a la colonització. Encara que sigui fora un passet..